

Transports, fonction publique - Tout doit s'arrêter!



Paris, le 26 décembre 1986. Le piquet de grève de la gare du Nord s'apprête à stopper un train jaune. A droite une motrice interceptée le matin.

Elie Kagan

La bataille du rail

A l'ordre du jour : la grève générale

28 décembre -- Avec la grève de la SNCF, c'est toute la politique gouvernementale d'austérité anti-ouvrière qui est en jeu, d'abord dans le secteur public et nationalisé, puis dans l'ensemble de l'industrie. Cette grève doit gagner! Aucun train ne doit rouler! Fermez les gares, baissez les signaux, tous les feux au rouge! Les marins bloquent les ports, le métro parisien va reprendre sa grève. Tout le reste des transports doit s'arrêter! Les PTT et tout le reste de la fonction publique doivent s'engouffrer dans la brèche! Ce qui est à l'ordre du jour, c'est une grève générale contre les attaques anti-ouvrières, anti-immigrés et anti-jeunes du gouvernement Mitterrand-Chirac.

Au-delà des revendications spécifiques des grévistes, cette vague de luttes représente un défi politique au gouvernement. Ce mouvement se préparait depuis longtemps. Depuis octobre 1981, sous les gouvernements "de gauche", se sont succédé à la

SNCF plusieurs luttes dures. Mais les origines immédiates de la grève sont dans la reculade de Chirac sur le front de l'éducation, reculade largement due au fait que la classe ouvrière commençait à se mobiliser. Il était alors évident pour tout le monde que ce gouvernement de revanchards reculait pour mieux sauter. On en a eu la confirmation quand Chirac a décidé d'imposer coûte que coûte sa loi sur la "flexibilité" -- une attaque en règle contre des décennies d'acquis ouvriers. Son ministre Séguin déclarait à cette occasion: "Il s'agit de savoir si oui ou non le 16 mars a eu lieu." Dans les faits, les grèves constituent une riposte à cette provocation.

Les enjeux étaient clairs dès cet été, avec les menaces du ministre des Transports Douffiagues contre les cheminots. Comme nous l'écrivions alors dans le *Bolchévik* (n°66, septembre 1986): "La SNCF est un nouveau test, cette fois contre les sec-

teurs dits 'priviliégiés' qui conservent une certaine garantie de l'emploi -- la fonction publique, l'EDF-GDF, la RATP... Il s'agit pour les chantres du 'libéralisme' de briser la résistance démontrée jusqu'à présent par les travailleurs de la SNCF, qui ont été capables de faire reculer par une riposte immédiate et générale le précédent gouvernement Mitterrand-Fabius. Une grève générale à la SNCF contre les projets Douffiagues pourrait être le catalyseur d'une grève générale contre ce gouvernement. En paralysant les transports ferroviaires, les cheminsots peuvent paralyser toute l'économie et ouvrir ainsi une brèche dans laquelle peuvent s'engouffrer les travailleurs de Renault, des chantiers navals, de la sidérurgie... -- prenant à la gorge les patrons et leur gouvernement et posant la question inévitable: qui, du prolétariat ou de la bourgeoisie, est le maître dans la maison?" Aujourd'hui, les cheminots sont effectivement engagés dans un bras de fer avec le gouvernement. Et la grève pose à brûle-pourpoint la question de la direction du mouvement.

A la SNCF, les directions syndicales réformistes de la CGT, de la CFDT

et de FO sont aujourd'hui largement discréditées, et c'est évidemment à cause du rôle traître qu'elles ont joué en sabotant et en étouffant les ripostes aux assauts contre la classe ouvrière qu'a menés pendant cinq ans l'union de la gauche-front populaire de Mitterrand. L'organisation de la grève exprime une méfiance généralisée à l'égard des bureaucrates syndicaux, mais sans se donner les moyens de les remplacer. Le mouvement est, non pas une copie de la grève étudiante comme l'ont dit beaucoup de commentateurs superficiels, mais l'aboutissement de toute une série de grèves dures, défensives, souvent catégorielles, qui ont contourné les syndicats ces dernières années. Mais la grève catégorielle est une mauvaise réponse à un vrai problème: la trahison systématique par les bureaucrates syndicaux au service de leur politique de collaboration de classe.

Après le 10 mai 1981, quand Fiterman reçut son strapontin de ministre des Transports, les directions du PCF et de la CGT, dont la SNCF a été un bastion, ont cherché systématiquement à étouffer toute grève

Suite page 4

Troupes françaises hors d'Afrique!

23 décembre -- La guerre larvée qui oppose depuis 1982 la soldatesque coloniale française, alliée aux bandes pro-occidentales des FANT (le "gouvernement légitime" du Tchad) aux troupes libyennes et à plusieurs des multiples "tendances politico-militaires" tchadiennes prend ces temps-ci un caractère de plus en plus ouvert. Paris reconnaît maintenant que son aviation est intervenue dans la zone nord du Tchad où opère l'armée du colonel Kadhafi, même si officiellement il ne s'agit pour le moment que de parachutages de matériel et d'armes pour venir en aide à une faction qui affronte les Libyens.

La Libye, pour sa part, a affirmé

A bas l'axe antilibyen Paris-Washington!

que les appareils français ont bombardé des villages dans le nord du Tchad. L'agence Tass affirme que des avions français "attaquent le matériel de guerre et les dépôts de munitions situés dans la région, prêtant ainsi une assistance directe aux troupes du régime Habré" (*le Monde*, 23 décembre). Evidemment,

la presse "responsable" de la bourgeoisie française repousse avec mépris cette "propagande". Cette même presse essaie de faire croire qu'aujourd'hui toutes les factions tchadiennes se sont ralliées au régime d'Hissène Habré, et qu'il ne s'agit donc plus d'une guerre civile mais de la guerre de tout un peuple contre

l'"occupant" libyen. En fait, plusieurs factions sont toujours les alliées de Kadhafi, dont l'une contrôle une zone au nord-ouest du pays que les troupes d'Habré auraient attaquée récemment. Qui plus est, la Libye est tout autant chez elle dans les déserts du nord du Tchad que le "gouvernement légitime" de cet Etat dont les frontières ont été taillées artificiellement dans la chair des peuples du Sahara et du Sahel par le colonialisme français. Et ledit "gouvernement légitime" est basé sur l'ethnie minoritaire des Goranes (5% de la population) et s'est livré ces dernières années à de sanglantes exactions

Suite page 11

Défense internationale des prisonniers de classe

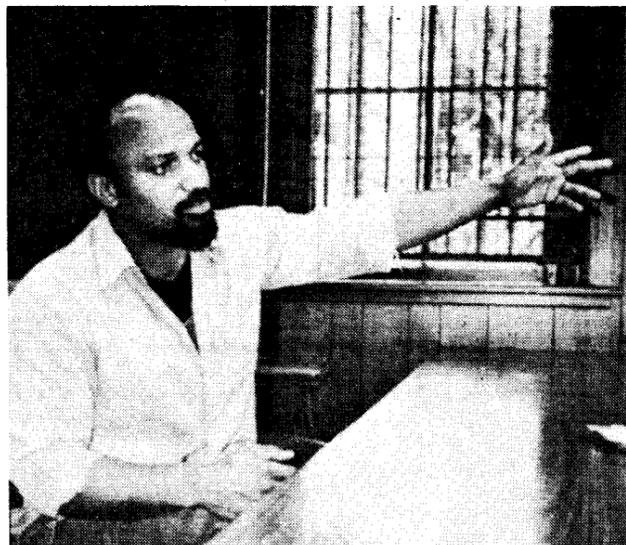
Le Partisan Defense Committee (PDC) a été créé en 1974 par nos camarades américains de la Spartacist League (SL). C'est une organisation de défense légale non sectaire en accord avec les buts politiques de la SL. Ce travail a été engagé dans la continuité de l'International Labor Defense (ILD) au moment où son fondateur, James P. Cannon, le dirigeant historique du trotskysme américain, en était le premier secrétaire (1925-1928). Le PDC est partisan: il se situe inconditionnellement aux côtés de la classe ouvrière et de ses alliés dans la lutte contre leurs exploités et oppresseurs. Partisan mais aussi antisectaire, le PDC veut être le champion des causes et des cas de défense dont l'issue victorieuse va dans le sens des intérêts de la classe ouvrière, quelles que soient les positions politiques particulières.

La nécessité d'une organisation de défense légale, de masse et de lutte de classe est urgente. Aux Etats-Unis, des atrocités racistes aux attaques antiouvrières et anti-syndicats, les années Reagan signifient un danger permanent contre les droits démocratiques fondamentaux (ceux concernant la vie privée comme ceux de la classe ouvrière à s'organiser). Et ce dans le cadre de la mise au pas de la population américaine pour préparer une guerre

contre l'Union soviétique.

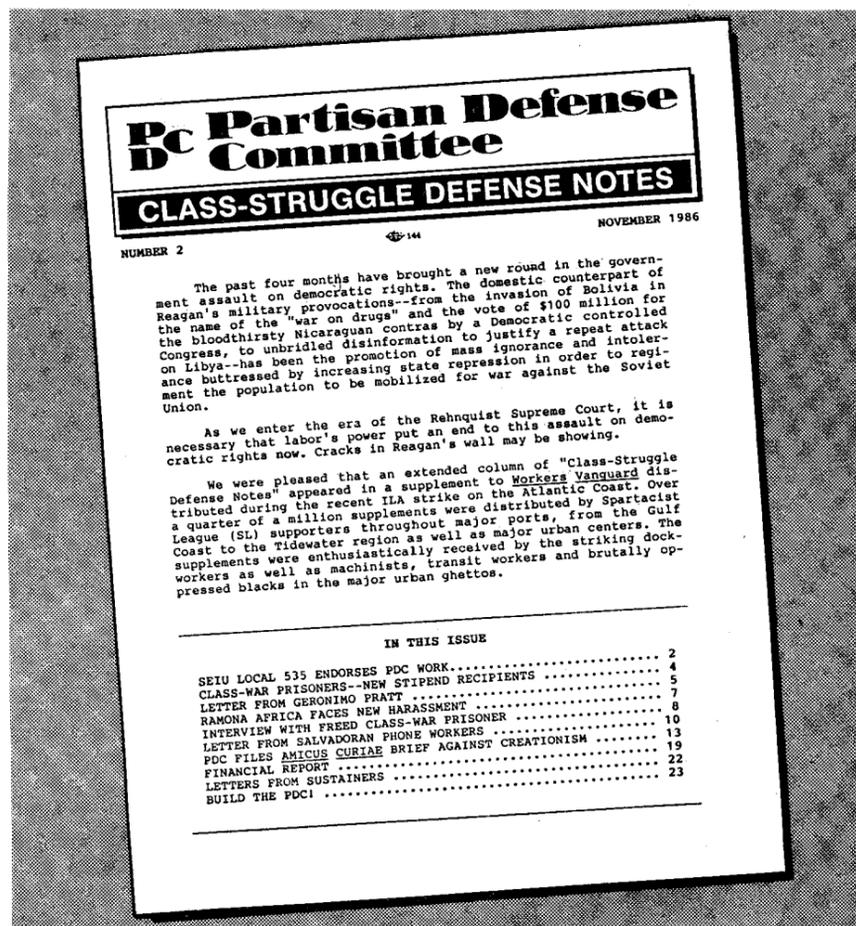
La solidarité internationale est la pierre de touche du PDC. A son actif: le soutien à Martine Toulotte, militante de la LCR inculpée pour délit d'opinion (cf. le *Bolchévik* n°68, décembre 1986), le soutien aux grévistes de l'hôpital de Soweto en Afrique du Sud, aux ouvriers des conserveries de Watsonville en Californie en majorité hispaniques, la lutte pour mobiliser la force de la classe ouvrière afin d'arracher Benjamin Moloise, militant de l'ANC sud-africain, à la mort que lui avaient réservée les bouchers de l'apartheid. En défense des organisations ouvrières, le PDC a lancé une campagne de soutien financier auprès des syndicats qui a rapporté 23000 dollars (environ 150000 francs) pour les courageux mineurs britanniques en lutte pendant un an contre l'attaque féroce de Thatcher qui menaçait leur syndicat. La clé de ce succès a été la solidarité et la générosité des camarades syndiqués qui avaient soutenu et participé à la mobilisation ouvrière/noire, organisée à l'initiative de la SL, contre le Ku Klux Klan le 27 novembre 1982 à Washington.

Comme expression de la solidarité de classe, le PDC fait revivre aujourd'hui la tradition de l'ILD en envoyant des allocations mensuelles aux prisonniers de la guerre de



Workers Vanguard

Le PDC apporte son soutien aux prisonniers de la guerre de classe comme Geronimo Pratt, emprisonné depuis 16 ans pour un crime qu'il n'a pas commis.



The past four months have brought a new round in the government assault on democratic rights. The domestic counterpart of Reagan's military provocations--from the invasion of \$100 million for the name of the "war on drugs" and the vote of a Democratic controlled the bloodthirsty Nicaraguan contras by a repeat attack Congress, to unbridled disinformation to justify a repeat attack on Libya--has been the promotion of mass ignorance and intolerance buttressed by increasing state repression in order to rapine the population to be mobilized for war against the Soviet Union.

As we enter the era of the Rehnquist Supreme Court, it is necessary that labor's power put an end to this assault on democratic rights now. Cracks in Reagan's wall may be showing.

We were pleased that an extended column of "Class-Struggle Defense Notes" appeared in a supplement to *Workers Vanguard* distributed during the recent IIA strike on the Atlantic Coast. Over a quarter of a million supplements were distributed by Spartacist League (SL) supporters throughout major ports, from the Gulf Coast to the Tidewater region as well as major urban centers. The supplements were enthusiastically received by the striking dockworkers as well as machinists, transit workers and brutally oppressed blacks in the major urban ghettos.

IN THIS ISSUE

SEIU LOCAL 535 ENDORSES PDC WORK.....	2
CLASS-WAR PRISONERS--NEW STIPEND RECIPIENTS	4
LETTER FROM GERONIMO PRATT	7
RAMONA AFRICA FACES NEW HARASSMENT	8
INTERVIEW WITH FREED CLASS-WAR PRISONER	10
LETTER FROM SALVADORAN PHONE WORKERS	13
PDC FILES AMICUS CURIAE BRIEF AGAINST CREATIONISM	19
FINANCIAL REPORT	22
LETTERS FROM SUSTAINERS	23
BUILD THE PDC!	

classe et, parmi eux, ceux qui ont combattu l'oppression capitaliste raciste. Depuis février, le PDC peut envoyer 25 dollars par mois (près de 170 francs) à huit de ces camarades aux Etats-Unis. Parmi eux, Ramona Africa, membre de MOVE et survivante d'un des massacres racistes les plus atroces de l'histoire des USA perpétré à Philadelphie en mai 1985, et Geronimo Pratt, ancien dirigeant des Black Panthers emprisonné depuis seize ans pour un crime qu'il n'a jamais commis. Ces 25 dollars, quoique modestes, permettent de rendre moins pénibles les conditions de détention pour ces camarades et permettent même pour l'un d'entre eux de pouvoir payer une partie des frais pour ses études supérieures.

Le PDC continue également d'envoyer des allocations régulières à quatre mineurs britanniques encore emprisonnés pour avoir défendu leur syndicat.

En tant que communistes, nous plaçons notre confiance dans la puissance des masses et non dans une quelconque "justice" des tribunaux bourgeois. Une attaque contre un est une attaque contre tous! Le PDC a besoin de votre soutien actif et militant. Envoyez vos contributions financières directement à: Partisan Defense Committee, P.O. Box 99, Canal Street Station, New York, NY 10013. Pour recevoir la lettre du PDC "Class-Struggle Defense Notes", adressez-vous à: le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10.

Lettre

[Rosny-sur-Seine, le] 14 décembre 1986

Chers camarades,

J'ai lu avec intérêt vos tracts sur le mouvement étudiants-lycéens. Vous avez écrit très justement:

- "Les étudiants doivent faire appel à [la puissance de] la classe ouvrière" (tract du 30 novembre 1986);

- "Il n'y a pas d'autre voie que la mobilisation de l'énorme pouvoir social de la classe ouvrière" (tract du 5 décembre 1986).

Je pense que ce n'est pas en répétant la même chose qu'un mouvement avance. Pour moi, il fallait nous dire comment consolider et étendre le mouvement et comment faire le lien avec la classe ouvrière.

Salutations communistes,
Catherine R.

Réponse du Bolchévik: Ta lettre pose la nécessité d'un parti léniniste, tribun du peuple, qui lutte pour que la classe ouvrière prenne conscience de ses tâches historiques et devienne le champ de tous les opprimés. Dans le feu de la lutte, on peut voir des élans de solidarité: les milliers et les milliers d'ouvriers qui ont manifesté le 10 décembre pour protester contre l'assassinat raciste de Malik Oussekiné ou encore les liens créés en 1984 entre les grévistes et les jeunes immigrés, noirs ou asiatiques, pendant la grève des mineurs

britanniques. Mais pour que cette solidarité devienne solide, permanente -- en un mot *consciente* --, il faut qu'elle soit exprimée par et dans un *programme*.

Ce programme ne peut être que celui de la révolution prolétarienne, basé sur la compréhension que pour en finir avec l'oppression raciale, l'oppression des femmes et avec toutes les autres formes de discrimination et d'oppression, il faut renverser le capitalisme et que, pour cela, il faut l'organisation et la puissance sociale du prolétariat constitué en classe *indépendante* à l'égard de la bourgeoisie. C'est ce programme que pendant la dernière mobilisation étudiante nous, et nous seuls, avons inlassablement propagé contre la collaboration de classe de l'UNEF-PS et de ses divers suivistes d'"extrême gauche".

Devant l'intransigeance du gouvernement et surtout après les attaques meurtrières de la police, les étudiants se sont tournés vers la puissance de la classe ouvrière. Mais cette puissance a été vue comme une force d'appoint aux revendications des étudiants, eux-mêmes considérés par la direction du mouvement comme une force d'appoint à Mitterrand. Cette direction pro-social-démocrate a jusqu'au bout cherché à enfermer la grève dans un carcan soi-disant "apolitique". Face à la répression, elle a été obligée de faire appel aux directions syndicales. Et les bureaucrates syndicaux ont, pour la plupart, été obligés de répondre à cet appel. Mais, dans cette situation explosive, les réformistes ont cherché à canaliser la mobilisation dans une

protestation dirigée uniquement contre Chirac, dans le but de porter au pouvoir en 1988 une nouvelle alliance front-populiste de collaboration de classe, avec encore une fois un Mitterrand à sa tête.

La direction du PCF a vu dans la grève étudiante une possible base pour son nébuleux "nouveau rassemblement populaire" -- nouvel avatar d'une union de la gauche-front populaire. La LCR parle de grève générale contre Pasqua-Chirac en ne disant mot sur Mitterrand et ses cinq années d'austérité antiouvrière, de terreur raciste et de bellicisme antisoviétique. LO chipote sur la censure politique contre les mots d'ordre pendant les grandes manifestations estudiantines pour essayer de faire oublier qu'elle avait déclaré ouvertement son soutien politique à la direction social-démocrate de la grève. Le minuscule groupe Avance socialiste (succursale française d'une aile du Parti travailliste britannique) dit tout haut ce que pensent les autres en appelant (dans un supplément distribué le 10 décembre) à la grève générale pour renverser Chirac... pour remettre les rênes du pouvoir à Mitterrand. C'est le "programme maximum" de l'"extrême gauche", tout comme en 1981!

Cependant, un appel à des grèves politiques ouvrières contre la répression offrait une fantastique occasion pour les révolutionnaires d'intervenir avec le programme trotskyste, le seul capable de mener cette lutte à une issue victorieuse. La simple menace de ces grèves a suffi à faire reculer le gouvernement; mais cela ne fait que soulever la nécessité d'une grève générale contre les at-

taques antiouvrières, anti-immigrés et antijeunes du gouvernement Mitterrand-Chirac -- une grève générale rendue encore plus d'actualité par la grève des cheminots -- pour un Mai 68 qui aille jusqu'au bout.

Nous disons aux étudiants qui veulent lutter contre la barbarie capitaliste et qui ne veulent pas devenir sur les facs les auxiliaires d'un nouveau front populaire qu'il faut forger un parti bolchévique. C'est ce parti et son programme qui les lieront au prolétariat. Et c'est pour la construction d'un tel parti que combat la LTF.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerach.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris.
Commission paritaire: n°59267
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Brisons la terreur raciste!

Le 10 décembre, des centaines de milliers de manifestants, dans toute la France, exprimaient leur colère et leur peine après la mort de Malik Oussekiné, jeune étudiant de 22 ans, Français d'origine algérienne, massacré par les tueurs en uniforme des brigades motorisées. Mais l'expression justifiée de rage a rarement hélas! une telle ampleur, car dans cette société qui suinte la haine raciale les crimes contre les immigrés sont le quotidien.

La Rochelle, 25 novembre -- Farid El Orabi, 21 ans, Français d'origine algérienne, est traîné avec son ami Jérôme dans un commissariat, sous prétexte d'ébriété. Il n'en ressortira pas vivant. Là encore, comme pour Malik, cynisme et mensonges vont de pair avec le forfait. Flics et magistrats soutiennent sans vergogne la thèse comme quoi il s'agit "d'une mort toxique chez un sujet peut-être prédisposé" (*Libération*, 18 décembre). Le visage tuméfié et ensanglanté que ses parents découvrent à la morgue, la déclaration sans ambiguïté d'un témoin gardé ce soir-là au même commissariat, sont autant de preuves que Farid est mort de la même "maladie" que Malik: la matraque policière. Malgré les plaintes déposées par les parents et le MRAP, aucune enquête n'a été ouverte, aucune inculpation prononcée contre ces brutes qui opèrent en toute "légalité" sous la protection de Pasqua.

Aubervilliers, 5 décembre -- Abdel Benyahia, 20 ans, Français d'origine algérienne, tué à bout portant par un flic en dehors de ses heures de service, alors que le jeune homme essayait de s'interposer dans une bagarre. Cette crapule raciste à la gachette facile a reçu sur place une raclée bien méritée par les amis d'Abdel, mais involontairement, il est laissé en liberté alors que les parents d'Abdel mettaient quatre jours à retrouver le corps de leur fils et que le gouvernement imposait un black-out complet et scandaleux sur l'information pendant plusieurs jours.

Forbach, 11 décembre -- Mohammed Khaled, 17 ans, tué par balle. Son assassin parle de "légitime défense" contre une tentative de cambriolage. Parents et amis de Mohammed affirment que celui-ci, qui avait travaillé

chez son assassin, venait simplement réclamer son dû.

Comme nous le disions au moment de la mort de Malik, "le meilleur hommage à [lui] rendre était de continuer la lutte" (supplément au *Bolchévik* n°68, 8 décembre). La racaille réactionnaire est prête à tout pour assouvir sa haine raciale. La classe ouvrière doit mobiliser sa puissance pour défendre ses couches les plus vulnérables:



Aubervilliers, 9 décembre -- L'enterrement d'Abdel Benyahia assassiné le 5 décembre par un flic raciste.

les travailleurs immigrés et leur famille. Mais les travailleurs immigrés, qui avec les grèves de Talbot ou de Citroën ont été à l'avant-garde des luttes contre l'austérité "de gauche", occupent aussi une place stratégique dans l'économie de ce pays qui leur donne une puissance sociale potentielle. Et la manifestation du 10 décembre à Marseille, tout particulièrement, où toute la communauté immigrée de la ville était venue rendre un dernier hommage à Malik, un de ses enfants, montre leur détermination. La lutte contre la terreur raciste et les discriminations raciales est clé pour forger l'unité

des rangs ouvriers pour briser l'offensive de la bourgeoisie.

L'impunité scandaleuse dont bénéficient les tueurs en uniforme ou non est un encouragement aux crimes racistes. Les flics assassins doivent immédiatement être emprisonnés et condamnés. Mais nous ne pouvons pas plus avoir confiance dans la "justice" bourgeoise que dans sa police. Seule une mobilisation ouvrière puis-

Les réformistes, PC, PS, SOS-Racisme, et leurs suivistes d'"extrême-gauche" qui ont cherché à encadrer ces mouvements ne veulent donner comme perspective à toutes ces luttes que de retourner dans le giron de Mitterrand qui, de 81 à 86, avec l'aide du PC, n'a fait que gérer loyalement l'austérité capitaliste et, en tant que tel, favoriser le poison de la haine raciale par des lois scélérates comme celle de Dufoix contre les immigrés, démoraliser la classe ouvrière et paver la voie à la réaction que l'on voit parader aujourd'hui! Cette perspective honteuse de se mettre à la queue de sa propre bourgeoisie -- "perspective" qui rencontre plus de défiance que d'enthousiasme de la part des immigrés dans ce pays qui savent, eux, plus exactement où sont leurs ennemis -- condamne toute protestation contre l'oppression raciale à l'isolement et à l'impuissance. C'est ce qu'ont montré les faibles mobilisations pour la mort d'Abdel, de Farid ou encore cette manifestation d'enfants (!) du 6 décembre à Paris pour protester contre la série atroce d'incendies criminels d'immeubles immigrés.

Après l'assassinat de son fils Abdel, Monsieur Benyahia déclarait avec colère: "Mon fils était un Arabe, un Algérien, ne l'oubliez pas. J'ai déchiré sa carte d'identité française et je l'ai jetée au cabinet. Elle n'a servi qu'à le faire pointer au chômage" (*Libération*, 9 décembre). Ces quelques mots expriment avec plus d'acuité un des points clés de notre programme: les pleins droits de citoyenneté sont une revendication démocratique pour laquelle il faut se battre pied à pied aujourd'hui, mais ce droit de citoyenneté acquis avec une simple carte de nationalité française n'a pas suffi à protéger Malik, Abdel et Farid et bien d'autres encore contre les coups et les balles des tueurs racistes! C'est tout le système qui engendre de telles monstruosités qu'il faut détruire! Le sang de nos frères réclame vengeance, mais cette vengeance ne peut être vraiment accomplie que lorsqu'une révolution prolétarienne victorieuse sous la direction d'un parti léniniste, tribun du peuple, aura exproprié la bourgeoisie pour la remplacer par un gouvernement ouvrier défendant les intérêts de tous les opprimés!

Forgeons un parti bolchévique!

La Ligue trotskyste a organisé en novembre dernier des meetings à Paris, Rouen et Lyon sur le thème "L'impérialisme se sert du terrorisme criminel". Après la vague d'attentats terroristes, qui avaient secoué Paris et qui avaient permis sous couvert d'"antiterrorisme" et de "piste arabe" de renforcer la campagne de terreur raciste, et au moment où s'ouvrait une période d'instabilité sociale importante avec le début de la grève étudiante, il nous paraissait important

de présenter et de débattre le plus largement possible des points clés du programme révolutionnaire.

Devant une assistance qui, dans les trois villes, rassemblait bon nombre de participants de nationalités différentes (notamment Africains et Maghrébins), notre camarade Dominique Astier, membre du comité central de la LTF, introduisait ainsi le cadre de son exposé: "Ce meeting se déroule dans une situation très tendue, au niveau intérieur et international. La bourgeoisie internationale, qui se prépare à une guerre contre l'URSS, veut faire de la classe ouvrière de la chair à canon pour cette guerre. Mais, tout particulièrement pour la France, nous pensons que la classe ouvrière n'a pas été défaite, mais seulement paralysée après cinq années de front populaire; mais son potentiel est toujours là. Ce qui lui manque, c'est une direction et un programme pour la victoire."

Tout au long de son exposé, notre camarade a fortement souligné qu'aujourd'hui la compréhension de la situation internationale n'avait de sens qu'au travers de la compréhension que nous étions dans une situation de guerre froide, et que dans cette guerre de classe qui oppose l'impérialisme à l'URSS, le prolétariat international a son camp à défendre, c'est celui de l'URSS et c'est celui que



Meetings de la LTF à Paris (ci-dessus), Rouen et Lyon -- Un programme internationaliste pour forger le parti léniniste qui dirigera la révolution.

nous défendons!

Cette position a trouvé un bon écho et une illustration vivante dans les nombreuses interventions émanant de camarades originaires de pays dits du "tiers monde" et qui portaient sur la stratégie révolutionnaire dans des pays tels que le Nicaragua, la Palestine ou l'Afrique du Sud. En effet, s'il paraissait clair pour tous

ces pays que la question centrale était la révolution permanente, il apparaissait en même temps qu'aucune lutte contre l'impérialisme dans le monde ne peut faire l'économie d'une prise de position par rapport à l'URSS. Un de nos camarades répondant à de nombreuses questions sur ce sujet illustrait ce point par deux

Suite page 11

Pour contacter la LTF

Paris Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tel: 42 08 01 49

Rouen M. Benoît
BP 817
76009 Rouen Cedex
Tel: 35 71 20 86

Lyon M. Delalandre
BP 7104
69353 Lyon Cedex 07
Tel: 78 58 62 17

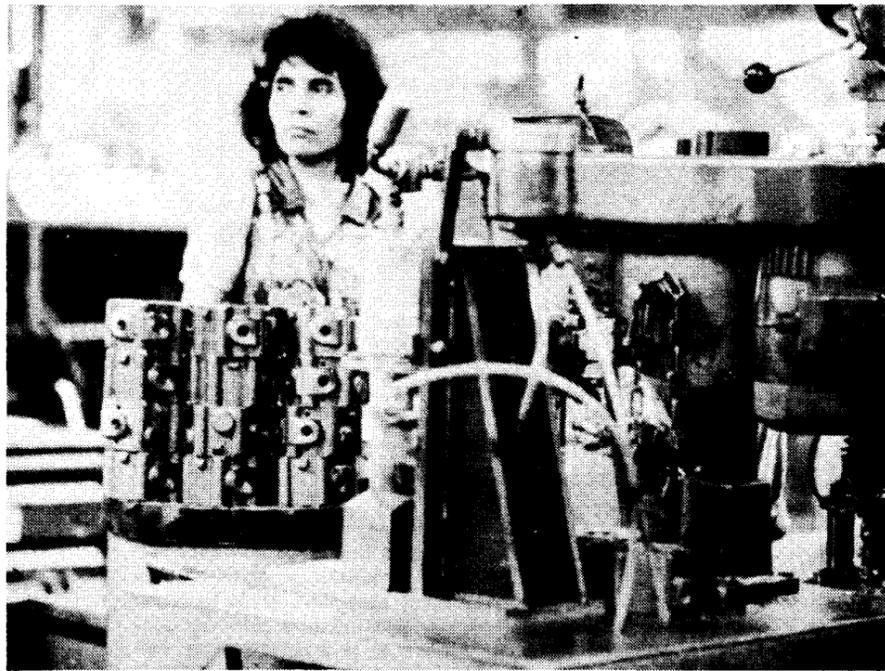
"Flexibilité" - A bas la régression sociale!

22 décembre -- Avant-hier, le parlement adoptait à la hussarde l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, transformée par le gouvernement en amendement au projet de loi sur "diverses mesures d'ordre social". L'enjeu est clair. "Il s'agit de savoir si oui ou non le 16 mars a eu lieu", menaçait vendredi à l'Assemblée nationale Séguin, ministre des Affaires sociales et de l'Emploi (sic). Après leur retraite en désordre sur les projets Devaquet et Monory, Chirac et Cie tentent désespérément de resserrer les rangs en rappelant brutalement qu'ils restent le gouvernement des revanchards.

Et l'"amendement Séguin" sur le temps de travail, qui prend place après les mesures gouvernementales contre la Sécurité sociale et l'emploi, est effectivement une attaque en règle contre les acquis sociaux. Le patronat se voit ainsi offrir un nouveau moyen légal d'utiliser selon les impératifs du profit "ses" travailleurs. La durée hebdomadaire du travail de 39 heures sera une moyenne calculée sur la base de l'année, les salariés devant pendant des mois travailler jusqu'à 44 heures par semaine -- sans paiement des heures supplémentaires et sans repos compensateur --, tandis qu'ils connaîtront, en fonction des besoins patronaux, des périodes d'horaire réduit, voire de chômage. La "flexibilité" du temps de travail n'est pas soumise seulement à des accords de branche, mais aussi à des accords d'entreprise. Un ou plusieurs syndicats ne pourront s'opposer à un tel accord d'entreprise que s'ils totalisent plus de 50% des voix lors des élections professionnelles. Concrètement, dans de très nombreuses entreprises, petites, souvent dépourvues de section syndicale, les travailleurs seront à la merci du patronat. Pour résumer, "flexibilité" est synonyme de baisse des revenus ouvriers, de dégradation des conditions de travail et de vie, d'arbitraire patronal.

Mitterrand, l'apôtre de la cohabitation, a refusé de signer l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, qui a donc atterri au parlement. Face à un Chirac passablement déconsidéré, le président "socialiste" cherche à redorer à peu de frais son blason. En vérité, le projet du gouvernement Chirac ne fait que reprendre, en les aggravant, les mesures prises par les gouvernements "de gauche": l'ordonnance Auroux de janvier 1982, qui notamment a introduit pour la première fois dans le Code du travail

la flexibilité des horaires de travail, et la loi Delebarre dont le but déclaré était de "favoriser un meilleur ajustement des horaires de travail aux variations d'activité des entreprises" (le Monde, 11 novembre). En fait, la différence essentielle de cette loi avec le texte de Séguin, c'est simplement qu'elle soumettait les accords d'entreprise sur l'aménagement du temps de travail à la conclusion d'un accord dans la branche correspondante! C'est d'ailleurs le seul point que le patronat contestait dans cette loi... Votée en février 1986 -- deux semaines avant de passer le relais à la droite --, la loi Delebarre symbolise combien la "gauche", gérante



Les marxistes se sont toujours battus pour l'intégration des femmes dans les industries à main-d'oeuvre qualifiée.

loyale du capitalisme, a pavé la voie à la réaction.

SUR LE TRAVAIL DE NUIT

Dans son texte, Séguin étend aussi les possibilités de dérogation à l'interdiction du travail de nuit des femmes. Il ne peut y avoir évidemment le moindre doute sur les prétextes avancés par Séguin sur le "droit à l'emploi et à l'égalité professionnelle" des femmes; c'est une mesure visant à renforcer l'exploitation et à adapter

la main-d'oeuvre aux besoins du capital. Mais la réaction première de la LCR de Krivine fut de réclamer "d'étendre cette interdiction [du travail de nuit des femmes] aux hommes aussi" (Rouge n°1233, 20-26 novembre). L'opposition de principe au travail de nuit est rétrograde, comparable, par exemple, à la résistance des premiers ouvriers au machinisme. Sans parler des transports ou des services publics (et la santé en particulier), des industries comme la sidérurgie ou les raffineries de pétrole ont besoin dans un pays moderne de tourner 24 heures sur 24. Face aux difficultés spécifiques qu'engendre le travail de nuit, nous

enfants, pour la famille." Mais on ne défend pas les femmes en défendant la famille nucléaire qui est précisément l'instrument de l'oppression des femmes. C'est bien pourquoi les révolutionnaires marxistes se battent pour une société dans laquelle la famille pourra être remplacée. Les marxistes ont eu très tôt dans l'histoire du mouvement ouvrier, et en particulier dans le mouvement syndical français, à combattre une opposition à l'entrée des femmes dans la production. Sous prétexte que le patronat utilisait la main-d'oeuvre féminine comme armée industrielle de réserve, pesant sur les salaires et affaiblissant la lutte syndicale, cette opposition maintenait de facto la femme enfermée au foyer -- esclave d'un esclave. Les marxistes se sont au contraire toujours prononcés pour l'intégration des femmes dans la force de travail, et particulièrement dans les industries à main-d'oeuvre qualifiée, par un combat lutte de classe contre leur oppression spécifique: Contre toutes les discriminations sexuelles. A travail égal, salaire égal. Avortement libre et gratuit pour toutes les femmes, y compris mineures et immigrées. Pour des crèches ouvertes 24 heures sur 24, des restaurants, laveries et équipements sociaux de quartiers pris en charge par la collectivité -- toute une infrastructure matérielle qui est la base pour la libération des femmes de l'esclavage domestique, une libération qui se réalisera au travers de la révolution socialiste.

DU TRAVAIL POUR TOUS!

Licenciements à volonté, TUC, "stages d'insertion à la vie professionnelle", contrats à durée déterminée, etc. -- la "flexibilité" du temps de travail vient encore compléter les mesures visant à donner à la bourgeoisie une main-d'oeuvre taillable et corvéable à merci dont elle a besoin pour maintenir ses profits. La sauvegarde des intérêts ouvriers exige l'échelle mobile des heures de travail -- la répartition du travail existant entre toutes les mains ouvrières, sans réduction de salaire. La bourgeoisie justifie les mesures de déchéance qu'elle prend contre la classe ouvrière par la crise qui ravage le capitalisme. Mais si le capitalisme n'est plus capable de garantir le seul droit qu'ont les travailleurs dans ce système -- le droit au travail, et dans des conditions simplement décentes --, qu'il périsse! ■

La bataille du rail ...

Suite de la page 1

contre le gouvernement "de gauche". Mai 1984 était le point culminant: contre Fiterman qui avait introduit des mesures aggravant les conditions de travail, les cheminots se sont battus pour l'attribution de journées entières de repos, ce qui, dans le cadre de la diminution du temps de travail, aurait pu créer des emplois nouveaux. Les grévistes se heurtèrent alors de plein fouet au gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman. Pendant que Bérégovoy attaquait ces grèves lancées "sans préavis", Krasucki les condamnait comme "totalement anormales". La direction de la CGT cherchait à tout prix à étouffer ce mouvement soi-disant "minoritaire". Aujourd'hui, en dépit de son opposition verbale à la "cohabitation", la direction stalinienne de la CGT s'est opposée encore une fois à la grève, au nom de l'escroquerie antiouvrière traditionnelle des "intérêts des usagers".

Quant à la confédération CFDT, elle a dénoncé dès le départ la grève. Ces bonzes sociaux-démocrates se sont depuis des années fait les chantres d'une austérité "autogérée". Mais les bureaucrates locaux et/ou "de gauche" dans la CFDT ne sont

pas moins traîtres que Maire et Cie. L'exemple de la grève de Talbot, en 1984, le montre clairement. La CGT avait laissé pourrir cette grève de travailleurs immigrés combattifs. Le vide ainsi créé fut occupé par la CFDT et en particulier par Daniel Richter, dirigeant "de gauche" de la CFDT à Renault-Flins. Ce dernier ne fit absolument rien pour étendre la grève aux autres usines de l'automobile, et surtout pas à son propre fief, distant de quelques kilomètres seulement. Les grévistes de Talbot se retrouvant isolés, assiégés par les nervis patronaux de la CSL, la direction de la CFDT à Talbot finit par paniquer et appeler à la rescousse... non pas les ouvriers de l'automobile, mais les flics! Et les CRS de Mitterrand ont fait évacuer l'usine aux grévistes.

VRAI PROBLEME ET FAUSSES SOLUTIONS

La grève de Talbot est riche en leçons: un comité de grève a été construit trop tardivement, sans perspectives réelles, et le noyau de "dirigeants informels", dégoûté par la trahison stalinienne et la voulerie social-démocrate, s'est trouvé dans l'impasse. Gangrenés par l'anticommunisme dans l'ambassade du Maroc, désespérés, beaucoup ont après la grève rejoint les jaunes

de Force ouvrière. Ce qui a par-dessus tout manqué à la grève de Talbot, c'est une direction révolutionnaire.

A la SNCF, on est dans une situation où les directions discréditées ont perdu, pour le moment tout au moins, toute autorité et le contrôle de la grève. Mais les travailleurs ressentent le besoin de dépasser les divisions catégorielles, de centraliser la gestion de la lutte et de contrer les manoeuvres et les compromis des directions bureaucratiques. Aujourd'hui, les cheminots se sont dotés de deux "coordinations nationales" -- l'une, regroupée à Paris-Nord, se limite farouchement à la catégorie des "roulants", l'autre, de Paris-Sud-Ouest, qui veut regrouper toutes les catégories, est influencée par Lutte ouvrière. Mais ce sont là de mauvaises réponses à de vrais problèmes. La coordination des "roulants" cherche seulement à faire pression sur les bureaucrates syndicaux, leur laissant le soin de négocier tout en refusant de reprendre le travail s'ils reviennent avec autre chose que le retrait de la nouvelle grille. Mais c'est réagir passivement, après coup, aux trahisons inévitables des bureaucrates. L'autre coordination, "provisoire", ignore les directions syndicales, cherchant à les contourner. Ce faisant, toutes les deux laissent les mains libres aux bureaucrates pour casser la grève dès qu'ils sentiront la situation mûre pour le faire.

L'outil dont les cheminots ont besoin pour gagner la grève, c'est un comité de grève national, démocratiquement élu et révocable à tout moment, dans des assemblées générales où les grévistes pourront déterminer majoritairement, en toute connaissance de cause, quelle stratégie appliquer. Dans ce cadre, les dirigeants syndicaux doivent briguer, sur leur programme, les suffrages des grévistes pour que leur politique de défense de l'ordre bourgeois soit exposée directement devant les travailleurs mobilisés et que, dans le feu de l'action et sous les coups de butoir des révolutionnaires luttant pour la direction des comités de grève, ils soient consciemment écartés. C'est seulement ainsi que pourra être brisé l'étouffement des bureaucrates sur l'ensemble des travailleurs.

En guise de "perspective", la LCR de Krivine parle dans son tract du 21 décembre 1986 de "popularisation", d'"extension" à la seule SNCF, d'"organiser et contrôler l'action", -- trois propositions toutes plus vagues les unes que les autres dont jamais elle ne définit les moyens. Rien sur les piquets de grève ou les comités de grève. Sa critique des bureaucrates traîtres se résume à leur reprocher leur "rôle de division". En vérité, la LCR, à la traîne des bureaucrates de "gauche" de la CFDT, n'a d'autre programme que l'unité des appareils

Suite page 10

ERRATA

Le supplément au Bolchévik numéro 68 (les 4 pages intérieures) a été repaginé 5, 6, 7, et 8 dans une suite logique, mais suite à une erreur dans la pagination, les suites des articles suivants n'ont pas été changées :

"Pour une grève générale contre les attaques antiouvrières anti-immigrés et antijeunes du gouvernement Mitterrand-Chirac": lire suite page 6 et non page 2

"Incendies racistes à Paris" : lire suite page 7 et non page 3

"Pour un mai 68 qui va jusqu'au bout!" lire suite page 7 et non page 3.

Une victoire arrachée par la menace de grève ouvrière



Des centaines de milliers d'étudiants et de lycéens se sont mobilisés contre la loi Devaquet. Quand Chirac a senti le souffle de la classe ouvrière, il a cédé. Jean Texier

Pour une grève générale contre les attaques antiouvrières anti-immigrés et antijeunes du gouvernement Mitterrand-Chirac !

8 décembre — Le gouvernement a pris une gifle magistrale! Ce matin, Chirac a annoncé le retrait du projet Devaquet, puis du projet Monory. Pour arracher cette première victoire, il a fallu qu'un million d'étudiants et de lycéens descendent dans la rue. Et ils ont payé un lourd tribut: deux étudiants, Patrick Berthet et François Rigal, grièvement blessés, et Malik Oussekiné, assassiné par les flics dans la nuit du 5 au 6 décembre.

Pourquoi le gouvernement a-t-il fait marche arrière? Le 4 décembre, face à une gigantesque manifestation des étudiants, il leur a dit "merde" et a lâché ses CRS contre les manifestants pacifiques rassemblés sur l'esplanade des Invalides. Depuis, il n'a fait que multiplier les provocations policières. Mais ce gouvernement réactionnaire est bien instable. Il a visiblement été effrayé par l'appel des syndicats ouvriers à la grève et à la manifestation du mercredi 10.

Ce gouvernement a peur de la classe ouvrière. Et Chirac-Pasqua de lancer une chasse aux sorcières anticommuniste et raciste contre les "agitateurs étrangers". Cette campagne leur a pété au visage! Le gouvernement Mitterrand-Chirac, accumulant les "bavures", ne peut que rappeler (toutes proportions gardées) le tsarisme russe, victime, comme disait Trotsky, "de la dialectique historique qui prive de raison les institutions périmées et condamne

leurs défenseurs à toutes les malchances".

Aujourd'hui, nous répétons encore l'avertissement de notre tract du 30 novembre: "La réaction cherche à gagner du temps, mais elle prépare sa revanche." Son programme -- une peur haineuse et meurtrière de la jeunesse -- a été exprimé de façon crue par l'immonde Pauwels du *Figaro Magazine*, qui parlait des "jeunes atteints d'un SIDA mental". Après Malik (et Pasqua-Pandraud couvrent ses assassins), seule la crainte d'une explosion sociale a momentanément freiné les flics meurtriers. Le Pen continue de dénoncer la "capitulation" de Chirac. Abolition des CRS et des autres groupes paramilitaires de l'Etat bonapartiste! Il faut des mobilisations ouvrières de masse pour balayer la pègre fasciste!

Exit Devaquet, mais il y aura d'autres lois pour renforcer la ségrégation sociale et raciale à tous les niveaux du système scolaire. Pour une université ouverte à tous, libre, gratuite et de qualité, c'est le capitalisme et ses administrateurs-gouvernants qu'il faut remettre en cause.

En témoignent les étudiants espagnols et italiens qui, eux, luttent contre les gouvernements "socialistes" qui appliquent aux universités les mêmes mesures de sélection.

Les manifestants étudiants ont reçu le traitement de choc jusque là réservé aux immigrés dans la chiraquie, et, avant elle, sous le gouvernement de "gauche" de Mitterrand. Ce n'est pas un hasard si c'est Malik Oussekiné qui a été battu à mort; la mort d'Abdel Benyahia, tué par un flic à Pantin le vendredi 6 décembre, tout comme les horribles incendies criminels dans le XXème arrondissement de Paris contre les familles immigrées sont également de monstrueux avatars de la vague de terreur raciste qui gangrène ce pays. La journée de mercredi doit être une puissante riposte contre tout le système de ségrégation raciale. Halte aux expulsions de Mitterrand-Chirac! Pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille! Brigades syndicats/immigrés d'autodéfense contre la terreur raciste!

En maintenant son projet de loi

et en le défendant à coups de matraque, le gouvernement risquait fort de mettre le feu aux poudres. Mais son recul ouvre de nouvelles perspectives pour la classe ouvrière et pour les opprimés. Ce gouvernement réactionnaire peut et doit être battu! Le vieux slogan de Mai 68 reste encore plus actuel que jamais: ce n'est qu'un début, continuons le combat! La grève de protestation de mercredi peut être l'occasion pour la classe ouvrière de montrer sa puissance et de rassembler ses forces pour préparer une riposte à ce cauchemar de chômage, de terreur policière et de préparatifs bellicistes. A cette fin, il faut des assemblées générales des travailleurs pour permettre un large débat sur le programme pour le pouvoir aux ouvriers.

Face aux projets gouvernementaux de régression sociale, à sa terreur raciste et à ses tentatives policières de mettre au pas la population, la lutte syndicale "normale" ne suffit plus. Il faut une vraie grève générale qui arrête les usines, les ports, les aéroports, tous les transports, partout

Suite page 2

Forgeons un parti bolchévique! Pour un gouvernement ouvrier!

Grève générale...

Suite de la page 1

en France! Une grève qui doit être protégée contre les briseurs de grève et les flics par des détachements d'autodéfense ouvrière. Une telle grève poserait inévitablement la question du pouvoir et la nécessité d'en finir avec le chaos économique du capitalisme, en instaurant un véritable gouvernement ouvrier.

Surtout, sous peine de déchéance, la classe ouvrière ne peut pas accepter de voir sa plus grande partie transformée en miséreux, vivant des miettes d'une société en décomposition: le capitalisme qui jette de plus en plus de travailleurs productifs au

Est-ce possible? L'exemple de Mai 68 montre que oui. L'essentiel, ce n'était pas les barricades du quartier Latin, bien qu'elles aient servi d'étincelle, mais les dix millions de travailleurs en grève non pas pour quelques francs de plus -- ce genre de lutte est assez habituel sous le capitalisme -- mais (l'ampleur du mouvement, les occupations d'usines, la floraison de drapeaux rouges et de mots d'ordre politiques le prouve) pour en finir avec le régime gaulliste. Le sentiment diffus anticapitaliste ne s'est pas traduit par des organes de double pouvoir, pour une large part à cause de la résistance acharnée de la direction traître du PCF qui a tout fait pour canaliser, saboter et étouffer le mouvement. Il n'y avait pas de parti bolchévique



Sipa Press

MALIK OUSSEKINE
22 ans

Dans la nuit du 5 décembre, Malik Oussekiné, étudiant de 22 ans, a été battu à mort par les flics de Chirac-Mitterrand. Ce crime a provoqué une vague d'indignation dans presque toute la population, choquée par les images de ces sinistres brigades de motards

qui imposaient leur état de siège au quartier Latin.

Non content d'avoir tué Malik, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie cherche maintenant à l'enterrer sous un flot de mensonges, pour couvrir son crime raciste et faire passer l'assassinat pour la défaillance d'une sorte de "grand malade": "maladie cardiaque", "opéré à plusieurs reprises" -- le procureur de la République ira même jusqu'à nier la présence de lésions cérébrales et de fractures, alors que des millions de personnes ont vu à la télévision son visage tuméfié, sommairement pansé, pendant que les secouristes oeuvraient désespérément, et vaine-ment, à le réanimer.

Aujourd'hui, des dizaines de milliers de personnes ont participé dans tout le pays à des manifestations de deuil et beaucoup ont sans doute ressenti que le meilleur hommage à rendre à Malik était de continuer la lutte. Il faut tirer la leçon de la mort de Malik: l'Etat bourgeois et son bras armé, les flics, ne sont pas neutres. Ce sont les instruments de la brutale oppression de classe de la bourgeoisie, que seule la révolution ouvrière balayera.

rebut. Face à la crise, il n'y a qu'une seule solution: la répartition du travail entre toutes les mains ouvrières, et la détermination sur cette base de la longueur de la semaine de travail, et sans perte de salaire. C'est l'échelle mobile des heures de travail. Contre les critères de rentabilité capitaliste, nous défendons l'existence physique même de notre classe; si le capitalisme pourrissant est incapable de réaliser ces revendications, qu'il périclisse!

Quand on lutte pour le pouvoir, il faut des instruments de combat: un parti, des syndicats, ultérieurement des soviets -- des conseils ouvriers. Il faut lutter avec acharnement pour que les ouvriers reprennent le contrôle de leurs syndicats sur la base d'un programme révolutionnaire, et créer dans la lutte les organes (comités de grève, comités d'usine) regroupant des couches plus larges de travailleurs.

La clé, c'est une direction révolutionnaire -- un parti léniniste, trotskyste, d'avant-garde. Aujourd'hui, cette direction révolutionnaire n'existe pas encore, mais cela ne veut pas dire qu'une grève générale doit être repoussée aux calendes grecques. Plus large sera son développement, plus complet sera le rejet des dirigeants traîtres et opportunistes, et plus difficile sera pour la réaction bourgeoise de passer à l'offensive pour briser les reins du mouvement ouvrier. Plus vite aussi viendra l'étape décisive de la lutte. Et c'est dans le processus de la lutte que se forgera la direction révolutionnaire.

Des organes de double pouvoir -- comités de grève, comités d'usine, piquets de masse devenus des détachements d'autodéfense ouvrière et ensuite des milices ouvrières -- seront la base pour un véritable gouvernement ouvrier. Voilà la seule alternative réaliste -- la reconstruction socialiste de la France (et de l'Europe entière!) -- à un nouveau cycle de fronts populaires, des gouvernements de collaboration de classe qui ne font qu'ouvrir les portes à la réaction.

pour prendre la tête de ce soulèvement; les directions réformistes traditionnelles de la classe ouvrière ont pu détourner le mouvement vers la création d'un nouveau front populaire: l'union de la gauche.

Mai 68 était bien une situation pré-révolutionnaire. Depuis, le pourrissement du capitalisme n'a fait qu'empirer. Les luttes de classe de grande envergure ne deviendront que plus féroces. La grève héroïque des mineurs britanniques, qui a duré onze mois, n'est qu'un exemple. Cette grève a ébranlé le gouvernement Thatcher dans une Grande-Bretagne littéralement ravagée par la crise. Mais tout le pays était politisé par cette grève; les femmes des mineurs ont joué un rôle central et les jeunes des minorités opprimées (noire et asiatique) ont protégé les mineurs contre les flics (les mineurs leur rendant le même service). Encore une fois, il leur manquait un parti bolchévique capable de jouer le rôle de tribun du peuple, de souder tous les opprimés autour de la classe ouvrière et d'arracher la base ouvrière du Parti travailliste à sa direction traître.

L'horreur de l'oppression capitaliste sous son masque "démocratique" est de plus en plus évidente. Après près de trois mois de campagne "antiterroriste" -- mot de code pour l'antisoviétisme --, dans les manifestations étudiantes a retenti le mot d'ordre "Pasqua, terroriste!" Il faut s'opposer à la croisade antisoviétique de ce "monde libre" qui vise tout simplement à reconquérir à l'esclavage impérialiste le bloc soviétique. Les économies collectivisées et planifiées de ces Etats représentent des acquis sociaux prolétariens, en dépit du régime stalinien bureaucratique, qui doivent être défendus contre la campagne impérialiste belliciste et contre toute tentative de restauration capitaliste. Pour nous, révolutionnaires, l'ennemi principal est dans notre propre pays!

Une telle perspective internationaliste est d'une nécessité brûlante

LO-LCR - L'"apolitisme" dernier refuge des losers

8 décembre -- "Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé." Les militants de la Ligue trotskyste à l'université ont fait leurs ces mots du Manifeste communiste de Marx et Engels.

Par contre, ce qu'on appelle (encore) l'"extrême gauche" camoufle le plus soigneusement possible son drapeau pour se faire les ardents gardiens de l'"apolitisme" du mouvement de révolte étudiant qu'elle sait être objectivement profondément politique. C'est-à-dire, en fait, LO, la LCR-JCR et autres Assouline -- qui ont voté Mitterrand en 1981 -- se font les larbins de l'UNEF-PS qui a interdit la "politique" pour tenir le mouvement sous son contrôle et sa ligne social-démocrate et se refaire une virginité pour les élections de 1988. Là est la manipulation. Pas dans la présentation ouverte de son programme, comme l'ont fait nos camarades, pour se faire mandater dessus en assemblée générale par les étudiants en lutte. Laisser le mouvement sans perspective politique, c'est l'affaiblir, laissant en fin de compte aux matraques des CRS le soin d'ouvrir les yeux des jeunes. Et, en s'obstinant à ne pas avancer d'autre revendication que "Retrait de la loi Devaquet" et à refuser d'armer programmatiquement la lutte, ils sabotent, face à la tentative de Chirac de désamorçage, les chances que la lutte puisse continuer contre les attaques anti-jeunes, anti-immigrés et anti-ouvrières du gouvernement bourgeois.

C'est LO qui a codifié le plus clairement la capitulation de l'"extrême gauche". "Se fondre dans le mouvement" était la consigne donnée le 28 novembre dernier

du haut de la tribune du Cercle Léon Trotsky à Paris, à ses militants par une dirigeante de LO qui poursuivait: Nous n'avons aucune revendication spécifique à avancer, nous ne cherchons pas à politiser: les matraques policières feront le travail. La direction actuelle de la coordination est démocratique, nous n'avons rien à ajouter, etc. Avec son habituelle méfiance dans la capacité des masses, LO craint que le mouvement casse si le niveau de conscience politique s'élève. A Lyon, un groupe de lycéens avait confectionné des affiches disant: "CRS = SS" et "Contre Devaquet -- Contre Pasqua -- Contre Chirac -- Contre Mitterrand -- A bas la bourgeoisie!" Les militants de LO, organisateurs de la manifestation, les ont immédiatement déchirées pour les remplacer par "Coordination du Lycée La Martinière". A Rouen, lors d'une manifestation spontanée à la nouvelle de l'assassinat de Malik Oussekiné, des éléments du PS arrachèrent les pancartes portées par nos camarades et tentèrent de nous interdire de scander les mots d'ordre. Ni la LCR ni LO n'ont bougé. Plus tard, quelques militants de LO sont venus nous expliquer: Oui, cette lutte est politique, mais il ne faut pas le dire, car cela briserait l'unité du mouvement.

Nos militants ont, eux, souligné depuis le début les véritables enjeux. Ils ont posé dans les AG étudiantes le problème de la terreur raciste, des TUC esclavagistes, de l'austérité capitaliste, de la mise au pas de la jeunesse en vue de la guerre contre l'URSS. Ils ont cherché, comme dit Lénine, ("Le mouvement étudiant et la situation politique actuelle", Oeuvres, tome 15), à "expliquer à la masse de protestataires 'académiques' la signification objective de ce conflit, d'essayer de transformer leur mouvement en mouvement politique conscient [...]".

quand le capitalisme, dans sa crise, s'acharne contre la classe ouvrière et sa partie la plus vulnérable -- les immigrés --, cherchant à mettre au pas la population dans ses préparatifs de guerre contre l'URSS. Contre les sociaux-démocrates du PS et les réformistes du PCF, tous deux

responsables pour le sale boulot du front populaire de 1981-86, comme pour d'autres fronts populaires auparavant, il faut une nouvelle direction révolutionnaire. Nous voulons forger ce parti bolchévique parce que nous voulons un Mai 68 qui, cette fois, aille jusqu'au bout!

"Casseurs" -- La piste mène à la préfecture

8 décembre -- Ce qu'il faut bien appeler "l'opération casseurs" était destinée à alimenter les colonnes à scandales de la presse mercenaire pour masquer la sauvagerie policière et justifier de nouvelles attaques. Cette opération a échoué misérablement. Un reportage de TF1 à heure de grande écoute a rendu publics des faits révélateurs. Dans l'après-midi du 4 décembre, un officier CRS laissant passer un commando des fascistes du GUD que l'on va retrouver toute la soirée et toute la nuit jouant leur rôle sinistre de provocateurs. Ailleurs, un individu louche, jouissant à l'évidence de la mansuétude des flics, balançant pavés sur pavés. D'autre part, un journaliste de l'AFP affirmant avoir vu samedi soir, devant l'Hôtel de Ville, un groupe d'individus casqués sortir de la mairie et traverser tranquillement les cordons de CRS.

Dimanche après-midi, quelques heures avant le fameux journal télévisé de TF1, Pasqua a érupté contre "les professionnels de la déstabilisation, gauchistes et anarchistes de tout

poil et de toutes nationalités". Cette tentative de ressusciter la campagne raciste et anticommuniste "antiterroriste" est devenue un objet de ridicule au niveau international.

Il faut souligner qu'il n'y a pas eu en Mai 68 de pillage du genre de celui de samedi soir. Et les CRS ont laissé faire pendant deux heures. Nous assistons au retour de méthodes éprouvées de la provocation que nous n'avons pas vues depuis mars 1979, quand, parmi les "casseurs" à la fin de la manifestation des sidérurgistes se trouvaient... des vigiles à la solde d'une société de gardiennage. La main-d'oeuvre pour ce genre d'affaire n'est pas bien difficile à trouver étant donné la symbiose qui existe entre la police et la fange de la société.

Tout cela ne fait que souligner les dangereuses illusions de la direction social-démocrate étudiante qui s'en est remis largement à la bonne volonté de la police, comme s'est plu à le souligner la presse "respectable".

Mitterrand - Cinq ans de sale boulot

"Pasqua, Monory, on n'est pas au Chili!", scandaient vendredi dernier des manifestants, criant leur rage devant la bestialité des CRS de Chirac. Mais un tel mot d'ordre va plus loin. Si Chirac n'est certes pas Pinochet, ces régimes ont eu tous deux le chemin pavé par des gouvernements de front populaire, respectivement la "gauche" derrière Mitterrand et l'*Unidad Popular* d'Alende. Ces coalitions entre des partis ouvriers réformistes et des politiciens et partis bourgeois, en enfermant le prolétariat dans le carcan de la collaboration de classes, forment un obstacle aux luttes ouvrières, démobilisent et démoralisent les travailleurs, tout en mécontentant la petite-bourgeoisie et la rejetant dans les bras d'un Chirac ou, pire, d'un Pinochet ou encore d'un Le Pen. Juste après les élections de 1981 -- où nous avions appelé à ne pas voter Mitterrand -- nous écrivions dans le *Bolchévik* de juin 1981: "Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une 'austérité de gauche' en serrant les dents, soumis au chantage de la perspective du retour de la droite au pouvoir. L'issue est dans la mobilisation des travailleurs indépendamment du front populaire, ou plus exactement contre le front populaire."

Et aujourd'hui que la bourgeoisie tremble à l'idée d'un nouveau Mai 68, les sociaux-démocrates et leurs suivistes d'"extrême gauche" cherchent à profiter de la colère des étudiants et lycéens contre Chirac pour remettre sur pied, autour du PS, un nouveau front populaire. Mais ce n'est pas chose aisée que de refaire pour l'occasion une virginité à ce vieux politicien au service de la bourgeoisie qu'est Mitterrand. Ministre de la "Justice" dans le front populaire de Guy Mollet qui déclencha en 1956 la sale guerre d'Algérie, il reste à jamais éclaboussé du sang des Algériens et du communiste Fernand Yveton, arrêté, torturé et guillotiné en mars 1957. Tout comme il restera éclaboussé du



Les CRS de Mitterrand paradant en janvier 1984 devant l'usine Talbot-Poissy.

sang d'Eloi Machoro et du pacifiste de Greenpeace. Ces cinq ans de gouvernements de "gauche" sont trop frais à la mémoire pour oublier leur politique résolument antiouvrière, anti-immigrés et antisoviétique. Mitterrand n'a pas été un "moindre mal" et encore moins une "victoire" pour les travailleurs, comme ont osé le faire croire les capitulards du PCF, du PCI ou de la LCR. Comme le confiait avec cynisme Fabius lors de la campagne électorale: "C'est à nous qu'est revenu de faire le 'sale boulot'."

Mitterrand a gagné les élections de 1981 grâce d'abord au soutien de la direction du PCF qui, pour quatre strapontins, dut boire jusqu'à la lie le poison antisoviétique de Mitterrand et jouer les gardes-

chiourme dans les entreprises. Cet antisoviétisme virulent -- bien plus que celui de Giscard -- permit alors au PS de bénéficier de la neutralité de Chirac au deuxième tour (tout comme il a permis depuis mars 86 de maintenir la "cohabitation"). Après l'inévitable faillite de la "relance" économique, la "gauche" s'est lancée dans une politique d'austérité encore plus féroce que celle de Giscard-Barre, brisant à coups de CRS les ripostes engagées dans la sidérurgie, l'automobile ou les chantiers navals, pendant que les directions syndicales réformistes cherchaient à limiter ces luttes à de simples pressions sur un gouvernement en fait bourgeois. La direction de la CGT cassa même ouvertement la courageuse grève

des immigrés de Talbot en 1984 -- une grève qui aurait pu être le signal d'une grève générale contre l'austérité. De plus, en dénonçant comme des "fanatiques islamiques" les grévistes maghrébins de Flins, le premier ministre Mauroy déclençait une violente campagne raciste qui provoqua une vague de terreur anti-immigrés meurtrière. Sans oublier les honteux camps de rétention-concentration et la déportation des "illégaux". Il y a un précédent au "charter Pasqua" qui expulsa en octobre dernier 101 Maliens: le "charter Joxe-Mitterrand" qui, le 17 juillet 1985, expulsa 150 immigrés.

Mitterrand a aussi tenu ses promesses antisoviétiques. Il a réaffirmé bien haut le rôle traditionnel de l'impérialisme français comme gendarme de l'Afrique face à la "subversion communiste", n'hésitant pas un instant à envoyer l'armée au Tchad dans une guerre néo-coloniale contre Kadhafi, le soi-disant "pion" de Moscou dans la région. Et pendant qu'il renforçait la force de frappe tournée contre le bloc soviétique, Mitterrand jouait en Europe les fers de lance de la campagne de guerre de Reagan, soutenant l'installation des euromissiles et déclenchant en France une hystérie antisoviétique à propos de la Pologne. Ce climat d'anticommunisme forcené et de pogroms racistes, ajouté à la démobilisation de la classe ouvrière et au mécontentement de la petite-bourgeoisie, profite aujourd'hui à la droite revancharde et à un Le Pen dont les bandes fascistes ressortent dangereusement renforcées par le passage de la "gauche" au gouvernement.

Il faut arrêter le cycle infernal front populaire/réaction. La classe ouvrière ne pourra jamais vaincre si à sa tête se tiennent des officiers de l'armée ennemie. La clé pour réaliser l'indépendance de classe du prolétariat est dans la construction d'un parti léniniste-trotskyiste luttant pour la prise révolutionnaire du pouvoir et l'instauration d'un gouvernement ouvrier.

Incendies...

Suite de la page 4

Flics hors des quartiers immigrés! Des patrouilles ouvrières intégrées dans les quartiers immigrés seraient certainement plus efficaces pour arrêter le bras criminel des racistes que les racistes en uniformes de police.

Les gadgets réformistes, comme: "toutes les mesures nécessaires pour que la lumière soit faite sur ces affaires" proposé par "Nous Rescapés de ces incendies, associations du 20ème" derrière lequel nous trouvons

les militants de la LCR, ne servent à rien. Pensez-vous que le gouvernement va enquêter ou chercher les meurtriers quand il couvre toutes les "bavures" de sa police? Écoutons le père d'Abdel Benyahia, 20 ans, tué le vendredi 5 décembre par un flic dans un bar: "Je n'ai même pas été averti officiellement de la mort et des raisons de la mort de mon fils. [...] On nous traite comme des chiens. [...] Et pourtant ça fait trente-trois ans que je travaille ici, en France. [...] Quand je suis arrivé ici, à La Courneuve, il n'y avait rien. C'est nous les immigrés qui avons construit tout ça, non?" (le *Parisien*, 8 décembre).

Exclus des écoles maternelles par les maires d'extrême droite, isolés dans les ghettos géographiques, les "immigrés" et leurs enfants sont très vulnérables aux attaques fascistes et racistes. Venger les victimes de la terreur raciste et supprimer définitivement l'oppression raciale est la tâche du prolétariat en lutte pour renverser tout ce système capitaliste pourrissant. Comme le disait Friedrich Engels, le plus proche collaborateur de Karl Marx, dans sa brochure de 1872, *la Question du logement*: "Les foyers d'épidémies, les caves les plus immondes, dans lesquelles nuit après nuit le mode de production capitaliste enferme nos travailleurs ne sont pas éliminés, mais seulement... déplacés! La même nécessité économique les fait naître ici comme là. Et aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, ce sera folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou tout autre question sociale concernant le sort de l'ouvrier. La solution ne réside que dans l'abolition de ce mode de production, dans l'appro-

priation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence" (Marx-Engels, *Oeuvres choisies*, tome 2).

Nanterre...

Suite de la page 4

démagogique. Il a été plus ou moins rejeté par les étudiants parce que c'était au sommet de la vague antipolitique et donc les étudiants ont un peu rejeté Cohn-Bendit pour être trop politique. Et ça c'était assez négatif. Mais en revanche, le discours était démagogique confondant l'extrême droite et l'extrême gauche, disant que tous ces gens-là n'avaient pas changé, invitant les fascistes à venir discuter à la tribune. On s'est retrouvé encore une fois les seuls à faire un scandale sur ses assimilations extrême droite-extrême gauche, sur le fait que les fascistes ne devaient avoir aucune tribune. Notamment on a rappelé le fait que Cohn-Bendit en Allemagne avait débattu avec des fascistes. Il y avait quelque chose de très frappant dans ce débat: c'est que généralement Cohn-Bendit a posé, alors que personne ne voulait poser cette question, a posé la question russe. Evidemment, c'est parce que Cohn-Bendit est anticommuniste notoire. Il a dit, par exemple, que si les démocraties des Etats-Unis ou d'Europe annulaient la dette extérieure des pays dans le tiers-monde..., et des choses comme ça, en faisant croire que les impérialistes américains, français pouvaient avoir une politique démocratique avec les pays qu'ils dominent et qu'ils exploitent. Alors nous justement

on a rappelé le Nicaragua, ce qu'était la démocratie de Reagan avec les *contras* et que finalement cette sainte-alliance antisoviétique allait des sociaux-démocrates jusqu'à l'UNI sur cette question-là. Cohn-Bendit nous a attaqués en nous disant que nous étions contre l'UNI mais que nous-mêmes nous défendions l'Armée rouge en Afghanistan. A ce moment-là devant une caméra de télévision et devant une salle très, très hostile on a scandé "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan" pour bien montrer quel était notre côté.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault, Fred Zerach.
REALISATION: Jocelyne Melies.
DIFFUSION: Wolf Soler.
DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cedex 10

Imprimerie: Gaspard-Monge
4, rue Bapst, 92600 ASNIERES
Commission paritaire: n° 59267

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

LE BOLCHEVIK

Abonnez-vous!

30F pour 10 numéros (incluant Spartaciste)
Hors Europe: 40F (par avion: 60F)
Etranger: mandat poste international

NOM: _____

TEL: _____

ADRESSE: _____

Le Bolchévik: B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

POUR CONTACTER LA LTF:

- Paris: Le Bolchévik, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10, Tel: 42 08 01 49
- Rouen: M. Benoît, BP 817, 76009 Rouen Cedex, Tel: 35 71 20 86
- Lyon: M. Delalandre, BP 7104, 69353 Lyon Cedex 07, Tel: 78 58 62 17

"Le Bolchévik" à Nanterre:

"Pour un Mai 68 qui va jusqu'au bout!"

Nous publions ci-dessous une interview de deux de nos camarades étudiants à la faculté de Nanterre.

LB: Tu viens d'intervenir en tant que militant de la Ligue trotskyste dans cette assemblée générale, est-ce que tu peux me dire quelles ont été l'activité et l'intervention de la Ligue trotskyste à Nanterre pendant la grève?

Didier: On s'est battus depuis le début contre le cadre corporatiste qui était donné par la direction de l'UNEF-ID et également de toute l'"extrême gauche" qui était dans le comité de grève. On s'est battus, nous, pour élargir le débat politique; notamment donc on refusait le statu quo des privilèges à l'université qu'imposaient les bureaucrates de l'UNEF-ID quand ils disaient: on se bat contre la loi Devaquet, point. Nous, on voulait que les étudiants ne se battent pas simplement contre la loi Devaquet, mais qu'ils se battent aussi par exemple contre les expulsions en montrant que finalement la loi Devaquet c'est une loi parmi tout un ensemble de mesures qui touchent la classe ouvrière et les immigrés et que ce renforcement de la sélection ça correspond à ça: que Chirac veut une jeunesse qui pense comme l'UNI, "bien pensante" etc.

LB: Comment a réagi la direction officielle du mouvement?

Didier: On a été censurés à maintes reprises, des magouilles pour nous empêcher de parler à la tribune, y compris des magouilles qui étaient faites aussi bien par des membres de la LCR jusqu'au PS, enfin du PS jusqu'à la LCR. Il y avait eu une matinée une attaque du GUD à la Sorbonne, nous avions proposé à l'AG de faire une mobilisation des étudiants de Nanterre et protéger la Sorbonne. Or, les sociaux-démocrates voulaient simplement envoyer une délégation d'une dizaine d'étudiants au grand maximum à la Sorbonne et en règle générale ce qu'ils cherchaient à faire c'était de substituer leur service d'ordre "national" à des mobilisations de masse contre les fascistes. C'était une question trop brûlante et trop politique et ils voulaient absolument éviter que les étudiants se mobilisent contre les fascistes.

LB: Et politiquement comment s'explique cette attitude vis-à-vis de la LTF de la part de cette direction?

Didier: C'était la sainte-alliance anticommuniste et antisoviétique, je crois, qui a soulevé tout ça, tout le comité de grève contre nous.

LB: Et que s'est-il passé avec l'UNI?

Didier: Justement le consensus anti-communiste, tu voyais que finalement c'est ce qui permettait aux sociaux-démocrates de chercher à laisser la tribune à maintes reprises aux fascistes de l'UNI, alors que nous on s'est battus pour qu'ils n'interviennent pas et la plupart du temps avec succès. On se battait y compris aussi pour les virer de la fac.

LB: Est-ce que tu peux me parler un peu de la propagande de la Ligue trotskyste? Qu'est-ce que nous avons fait sur la fac? Est-ce qu'on vend des journaux?

Pascale: On vend de plus en plus au fur et à mesure que la tension évolue à toute allure, quand les gens se font matraquer ils commencent à réfléchir un peu à qu'est-ce que ça veut dire un Etat bourgeois.

LB: Tu peux me donner des exemples qui montrent comment la conscience des étudiants a progressé au cours de cette lutte.

Didier: Au départ, nos interventions étaient très fortement sifflées, on avait beaucoup de mal à intervenir parce que le mouvement était effectivement très, très droitier, c'était

Devaquet, et on ne prononçait pas le mot "politique", aucun mot politique, c'était tabou. Et puis, au fur et à mesure que la grève a continué et que les étudiants se sont mobilisés, ils ont pris conscience qu'en face d'eux c'était un gouvernement, que c'était un Etat, de ce que c'était que des flics, etc. On a des étudiants, qui même au départ nous sifflaient, et sont plus tard venus nous voir en nous disant: Finalement vous aviez raison, le comité de grève c'est pourri, c'est que des magouilleurs, ils veulent juste un truc limité, ça ne nous intéresse pas. Et on a eu à plusieurs reprises des étudiants qui venaient nous voir, qui venaient nous applaudir, qui venaient nous encourager. Même encore ce matin, des étudiants, qui attendaient qu'on fasse un tract dans la matinée, étaient un peu frustrés qu'on n'ait pas sorti de tract sur Nanterre ce matin.

LB: Combien avez-vous sorti de tracts?

Pascale: Sur la grève, on a dû en sortir trois ou quatre.

Didier: Avec celui du 21 octobre où tout a commencé, avec la propagande autour du projet Devaquet, c'est le cinquième je crois.

LB: Comment c'est reçu par les étudiants?

Pascale: Les gens attendent nos tracts, parce qu'on a fait un boulot depuis le début de l'année de telle sorte qu'on est de plus en plus connus. Les gens gardent nos tracts et puis comme ils ont vraiment un contenu programmatique ils le lisent jusqu'au bout. Ils viennent chercher le tract, ils n'attendent pas qu'on le distribue. Comme à la manif de jeudi et de samedi.

LB: Quand tu dis que votre intervention commençait depuis le début de l'année universitaire, à quoi tu penses précisément?

Pascale: Je pense à la campagne, au rassemblement contre les expulsions, contre la venue de Botha et au tract qu'on a diffusé là-dessus qui a beaucoup intéressé les gens, surtout qu'on faisait une polémique contre le PC. On intrigue beaucoup quand on met sur la table de vente "L'impérialisme se sert du terrorisme criminel pour mettre au pas la population", "Salut à l'Armée rouge en Afghanistan".

Didier: Ce qui est sûr, c'est que finalement on a polarisé la faculté de Nanterre, à maintes reprises, notre table de littérature avec les panneaux a été l'occasion de débats dans le couloir et aussi cela nous a permis de vendre énormément de journaux, on a vendu près d'une centaine en deux semaines à Nanterre.

LB: Est-ce que les étudiants sont vraiment apolitiques?

Didier: Oh là là! Je crois que ce mot, on ne l'utilise plus depuis quelques jours.

Pascale: Il y en a très peu maintenant, qui viennent nous parler d'apolitisme.

LB: Et l'attitude vis-à-vis de Mitterrand?

Pascale: Pour l'instant les étudiants ne parlent pas de Mitterrand, même si le niveau de conscience a évolué et s'ils ne parlent presque plus de la loi Devaquet dans les manifestations; on voit quand même des mots d'ordre du style "Hier ils virent les immigrés, aujourd'hui ils tuent les étudiants", "Ce gouvernement, ça suffit". Mais ils ne parlent jamais de Mitterrand, ils parlent de Chirac, Pandraud, Pasqua, etc. Mais il n'y a que la CGT qui a parlé de Mitterrand dans la manifestation de deuil de samedi.

LB: Et nous, comment on intervient sur la question de Mitterrand et de l'union de la gauche?

Didier: On a voulu montrer surtout une chose, c'est que Mitterrand avait

préparé la voie à Chirac, que la loi Devaquet ça ne tombait pas du ciel; il y avait eu les circulaires Joxe, la loi Savary, que finalement le gouvernement de gauche avait géré aussi loyalement le capitalisme français, pas simplement au niveau des étudiants, mais qu'il avait fait le sale boulot dans la classe ouvrière et vis-à-vis des immigrés, mais qu'aussi c'est lui qui avait commencé cette campagne antisoviétique horrible pendant cinq ans. Et aussi, mais on pose aussi la question différemment, c'est vers l'avenir: Qu'est-ce que vous attendez de cette mobilisation? Est-ce que vous voulez un nouveau Mitterrand? Est-ce que vous voulez un gouvernement qui expulse aussi comme il l'a fait pendant cinq ans? On a posé ces questions là.

Pascale: Et finalement on se rend compte que nous sommes l'alternative par rapport à tous les autres mouvements qui se réclament de l'extrême gauche et du trotskysme.

LB: Tu as occupé la fac de Nanterre avec les étudiants, comment se passait l'occupation? Est-ce qu'il y avait

des débats politiques, comme c'est toujours le cas en principe dans des occupations de fac?

Didier: Il y a une chose qui ressort de l'occupation: d'abord j'étais impressionné de l'organisation des étudiants sur place. Quand même, c'était pas mal fait. Je crois que ça a été l'occasion pour beaucoup d'étudiants de se rencontrer, de se découvrir, de discuter. C'est vrai que cette grève, ça resserrait un peu les liens entre les étudiants. Ça c'était une chose importante. Ceci dit, c'était aussi l'occasion de faire la fête. Je crois que les premiers jours ça passait bien, mais à la fin les étudiants en avaient marre de faire la fête aussi, ils ne voulaient pas gaspiller leur énergie, ils voulaient discuter politique. Il y avait une certaine frustration, c'est vrai, à la fin de l'occupation.

LB: Cohn-Bendit est venu à Nanterre, n'est-ce pas?

Didier: Cohn-Bendit est venu hanter les couloirs de Nanterre (je ne sais plus la date), il a fait son speech

Suite page 3



Les incendiaires racistes ont tué 19 fois rien que dans le XXème à Paris. Ici l'immeuble du 26 rue Gambetta dévasté dans la nuit du 3 septembre.

Incendies racistes à Paris

En pleine nuit: un ou plusieurs inconnus entrent dans un immeuble vétuste où dorment des familles immigrées, entassées dans de petites chambres. Ils arrosent la cage d'escalier avec de l'essence et y mettent le feu. L'immeuble s'embrase comme une torche. Les gens se jettent par les fenêtres ou sont brûlés vifs. Bilan de la dernière de ces atrocités horribles: le 5 décembre, deux morts, dont un enfant. Mais le sinistre total s'élève à 35, Grecs, Turcs, Indochinois, Africains, Maghrébins -- assassinés avec leurs bébés en 7 incendies depuis octobre 1985. La population dite "étrangère" à Paris doit se coucher chaque nuit avec la peur de ne pas voir l'aube.

Le racisme tue. Le racisme, ce n'est pas de mauvaises "idées", mais un système d'oppression spécifique étayé par la discrimination dans l'embauche et dans l'enseignement et par toutes les lois qui renforcent la ségrégation. Qu'il

s'agisse d'un psychopathe ou de fascistes organisés (comme ceux impliqués dans l'attentat raté contre les beurs de Toulon l'été dernier ou ceux qui ont assassiné un militant du PS pendant la campagne électorale de mars), l'oppression raciale qui ronge cette société et la ségrégation qui l'attise et qui est renforcée aujourd'hui par le nouveau "code de nationalité" scélérat rendent ce type de crimes inévitables.

Les incendies racistes ont provoqué une certaine indignation dans la presse et des petites manifestations de protestation. Mais ce qu'il faut c'est la mobilisation massive de la puissance de la classe ouvrière contre la terreur anti-immigrés. La classe ouvrière organisée -- française et immigrée -- doit faire sien la lutte pour les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés! Brigades d'autodéfense syndicats/immigrés contre les fascistes!

Suite page 3

Dans les gares en grève à Paris

Lundi 22 décembre, antenne gare du Nord (quartier général des grévistes du réseau Nord) -- Ce matin-là, l'ambiance était chaude. Les cheminots grévistes venaient d'arrêter un train qui avait tenté de forcer les piquets de grève bloquant les voies. Un gars qui venait de participer à cette action me raconta: "On occupait les voies, on empêchait les trains de passer. Un train conduit par la maîtrise est arrivé, klaxon bloqué à fond. Il s'est arrêté à trois mètres des cheminots qui étaient au milieu des voies. Il s'est fait insulter, bien sûr, de tous les noms. Ça a failli tourner à la bagarre. C'était de la provocation. Ce qu'ils ont fait là, c'était très dangereux. Si jamais il y avait eu un blessé, le type il se faisait lyncher. Enfin, le train est quand même retourné à reculer en gare [...]. Ce matin, ça fait trois fois qu'ils essaient de faire partir un train, et trois fois que le train, après, retourne en gare. Ce matin, ils ont essayé aussi de nous impressionner en tirant des photos avec huissier. Il y avait un huissier dans la machine, ils ont tiré des photos avec le flash. Je crois que c'est de l'intimidation."

J'ai demandé comment le mouvement était parti. Denis, un des grévistes les plus actifs, m'a répondu: "Il y a un mécontentement général des agents de conduite, parce qu'il y a un tas de revendications qui ne sont jamais prises en compte. Et un jour, il y en a qui se sont pris en main, qui ont fait une assemblée générale. A cette assemblée générale, ils ont décidé de faire un tract et d'appeler à la grève le 18 décembre. Ce tract a été rédigé par plusieurs agents de conduite [conducteurs], a été tapé et tiré par photocopie par ceux dont les femmes avaient la possibilité de faire des photocopies. Il a été tiré à plusieurs centaines d'exemplaires et on a essayé de le diffuser massivement dans toute la France. Il y en a qui sont allés jusqu'à Marseille

le distribuer, à Lyon [...]. De là, ils ont demandé le soutien des organisations syndicales. La CFDT a été la première à nous soutenir, à déposer un préavis régional pour la région de Paris-Nord. Les autonomes ont emboîté le pas, voyant que la CFDT déposait un préavis, alors que les autonomes et la CGT, au début, avaient freiné des quatre fers. J'ai oublié un truc essentiel: en bas du tract, il y avait un numéro



Paris, fin décembre 1986. Des centaines de trains immobilisés en gare par la grève des cheminots.

de téléphone SNCF pour nous contacter de partout. Quand la direction a vu ça, ils ont coupé la sonnerie du téléphone, avant la grève. Le 18 on s'est mis en grève, des bricoleurs ont bidouillé le truc, ils ont remis la sonnerie. Et toute la nuit, tout le lendemain, toute la journée, les dépôts nous ont téléphoné de partout. Partant de là, on s'est mis en grève très dure, parce que les gens étaient très motivés, c'était un mouvement qui était parti de la base. La banlieue Paris-Nord est partie en grève à 100%. Ils se sont

mis en grève, spontanément, sans préavis de grève, donc dans l'illégalité, sur tout le réseau Nord. Et puis en trois ou quatre jours, ça s'est étendu dans toute la France, avec des gens qui nous ont téléphoné pendant un jour et demi; et puis après ils ont coupé le téléphone, parce que la direction s'est rendu compte que c'était là le point essentiel, le point de convergence. Ils ont coupé le téléphone complètement, mais

a permis d'en apprendre long sur les conditions de travail épouvantables que subissent les cheminots. Il y a un véritable salaire aux pièces: les primes n'étant pas intégrées au salaire, tomber malade signifie pour la période concernée un revenu amputé de presque 30% pour un conducteur. Les semaines de travail dépassent souvent les 45 heures, avec plusieurs nuits d'affilée ("découchées") passées dans des foyers vétustes, insalubres et bruyants. (On raconte que les couvertures y datent de la guerre de 14!) Les dépressions nerveuses sont fréquentes, nous disait un cheminot. Les cheminots racontent volontiers comment s'ajoutent à tout cela les vexations mesquines de la part de la direction, comme limiter les périodes de conduite d'affilée à 3h59mn parce qu'après plus de 4 heures un conducteur a droit à une prime de "conduite à agent seul". Il y a les nouveaux "tests" imposés aux conducteurs après chaque accident (dont la direction les rend systématiquement responsables). Enfin, les cheminots n'ont en jours de repos qu'un nombre dérisoire de dimanches et de jours de fête.

Mardi 23 décembre, antenne gare du Nord -- En début d'après-midi, j'ai cherché à rejoindre le piquet de grève qui était sur les voies. Je suis tombé sur deux dirigeants locaux de la CGT qui en revenaient et qui m'ont intercepté pour m'empêcher de passer. Leurs premiers mots furent: "Tiens, voilà un diviseur. On t'interdit d'aller là-bas. Les autres sont là-bas, mais on n'est pas d'accord avec ce qu'ils font." Ils venaient juste de rejoindre le mouvement, près de cinq jours après les premiers grévistes de Paris-Nord, et ils étaient d'autant plus agressifs qu'ils se savaient des ralliés de la dernière heure. Comme le faisait remarquer un mécanicien en grève: "Il y a un responsable CGT, une grande gueule, quand il y avait une réunion, il avait cinquante

Suite page 10

Les spartacistes contre Kinnock le jaune!

Au cours du récent voyage aux USA du secrétaire général du Parti travailliste britannique Neil Kinnock, nos camarades américains de la Spartacist League/US ont organisé des piquets à la Kennedy School de Harvard et au National Press Club de Washington, ceci afin de protester contre la venue de celui qu'on appelle "Judah" pour son rôle de briseur de grève pendant l'héroïque grève historique des mineurs britanniques de 1984-85. Kinnock était allé là-bas pour montrer à la classe dirigeante US que ses plans "non nucléaires" ne sont pas une menace pour l'OTAN et pour l'impérialisme US (c'est vrai!) et il a probablement été surpris de découvrir de vrais communistes américains qui ne peuvent pas supporter les traîtres à leur classe. Les actions de protestation ont été largement rapportées par la presse britannique. Les chaînes de télévision BBC et ITV ont diffusé un reportage sur la manifestation de Harvard du 2 décembre, avec des gros plans sur les pancartes spartacistes. "Kinnock a poignardé les mineurs britanniques et il salue les fauteurs de guerre antisoviétiques!" "Kinnock est le caniche de Thatcher! Souvenons-nous du Belgrano!" et "Enterrons le cadavre décomposé de la social-démocratie!"

Le voyage de Kinnock a été un bide: la bourgeoisie américaine

n'était pas intéressée par sa caméote. Les Démocrates autant que les Républicains de Reagan ont rejeté son appel pour une "Grande-Bretagne dénucléarisée". Le sénateur Moynihan annula une rencontre avec lui et son hôte d'Atlanta, le maire (Démocrate) Andrew Young se serait assoupi pendant le discours de Kinnock. Et donc, quand il retourna à Londres pour présenter la "déclaration sur la politique de défense" du Parti travailliste, Kinnock prit l'engagement qu'un gouvernement travailliste accepterait la stratégie de l'OTAN. D'après le *Guardian* du 11 décembre, "y compris [...] un éventuel premier emploi des armes nucléaires". Ladite déclaration cherchait à surpasser Margaret Thatcher dans le registre du chauvinisme de l'Union Jack, déplorant ainsi "un sérieux déclin dans la puissance de toutes nos forces armées. Si l'invasion des Falklands par la junte argentine s'était produite six mois plus tard, il est douteux que nous aurions pu reprendre l'île."

Les peu nombreux enthousiastes partisans américains de Kinnock, comme le groupe Democratic Socialists of America de Michael Harrington, appendice du Parti démocrate, et quelques "libéraux" façon CIA, furent sans doute bien fâchés par les actions de la Spartacist League. M. Allison, responsable de la Kennedy School de Harvard, classée "réserve



Piquet de la Spartacist League à Washington, le 4 décembre -- "Chassez du Parti travailliste la cinquième colonne de la CIA!"

intellectuelle stratégique" par le Pentagone, nous qualifia de "congnères" de la "Militant Tendency" britannique de Ted Grant, un groupe platement travailliste. Pas du tout! Grant va faire campagne pour Kinnock, pas manifester contre lui! Mais la plupart des médias britanniques ont été capables de faire la différence entre les rouges et les socialistes du dimanche sociaux-démocrates. Ils furent interloqués par nos pancartes réclamant l'abolition de la monarchie, de la chambre des Lords, de l'Eglise institutionnelle et des lois sur les débits de boissons: les travaillistes sont tout autres que les conservateurs opposés à ces revendications démocratiques

élémentaires. A Washington, "l'honorable Neil Kinnock" (comme il se qualifie lui-même) déclara qu'une des dépenses qu'il ne supprimerait pas était les millions gaspillés pour entretenir la reine.

Nos camarades de la Spartacist League/Britain ont sorti un supplément spécial de leur journal *Workers Hammer* contre le voyage de Kinnock et sur la lutte explosive des étudiants en France. La tendance spartaciste internationale se bat bec et ongles pour dénoncer les trahisons social-démocrates des deux côtés de l'Atlantique. Pas Harrington, Kinnock ou Noske, mais Lénine, Liebknecht et Trotsky! -- Traduit de *Workers Vanguard* n°418

Gares en grève...

Suite de la page 9

bonhommes autour de lui qui l'écoutaient dans un silence complet. Maintenant, c'est à peine si quelqu'un lui serre la main, et on le laisse dans son coin." Mais, bien sûr, la plupart des syndiqués n'ont pas suivi leur



Des piquets de grève de cheminots veillent sur le tas pour empêcher tout mouvement de trains.

direction et sont entrés dans la lutte sans hésiter, dès le début.

Pire, nous avons appris que des responsables de la CGT ont poussé, au tout début, la félonie, dans certains endroits, jusqu'à mettre en place des "piquets de travail" pour inciter les cheminots à ne pas entrer en grève. La plupart des cheminots avec qui j'ai discuté avaient toujours en tête les "journées d'action" sans lendemain ou les grèves dénoncées par la direction de la CGT, comme

dénoncée par Krasucki comme "tout à fait anormale".

Malheureusement, le mouvement, en quelques endroits, est affecté par une certaine étroitesse corporatiste. Un gréviste de Paris-Nord expliquait qu'à un moment donné les roulants s'étaient opposés à ce que les ateliers de la Chapelle se mettent en grève. Ils voient leurs revendications comme une part d'un gâteau qu'ils devraient disputer aux autres catégories de travailleurs, y compris de la SNCF: "Bon, on est toujours servis les derniers. Il y a une enveloppe, quand tout le monde a tiré, il ne reste plus rien pour nous. Il reste l'enveloppe vide." Mais à qui la faute, sinon aux bureaucrates syndicaux traîtres qui ont joué le rôle de lieutenants ouvriers de l'austérité. La généralisation du mouvement ne léserait pas les roulants. Au contraire. On ne peut pas faire cavalier seul dans une telle confrontation avec l'Etat bourgeois. Le rapport de force créé par une extension, au pire, accroîtrait la taille de l'enveloppe et la part de chacun.

Des commentateurs de la presse bourgeoise insistent sur les similitudes entre le mouvement de grève des cheminots et celui des étudiants. Mais une des grandes supériorités de ces travailleurs sur les étudiants, c'est leur manque absolu de confiance dans Mitterrand. Cela revient avec insistance: "Ce mouvement vient

de très loin, il a été préparé de longue date." Cela veut dire que c'est sous le front populaire issu du 10 mai, sous Mitterrand-Mauroy-Fiterman puis sous Mitterrand-Fabius, que les cheminots se sont préparés à une lutte contre l'austérité et la détérioration des conditions de travail qu'ils subissaient. D'ailleurs, le fait que "les salaires soient bloqués depuis 18 mois" est une accusation portée tout autant contre Chirac que contre le gouvernement d'union de la gauche.

Dans les conversations, il arrive des choses tout à fait surprenantes. Lorsque l'on fait remarquer à un cheminot que leur lutte est politique parce qu'elle se heurte au gouvernement et à sa politique, il s'insurge, mais c'est pour dire: "Attention, on n'en a pas seulement après ce gouvernement-là; la gauche, Mitterrand, c'était la même chose." Et en effet, il est nettement moins impopulaire d'être contre Mitterrand chez les cheminots que dans les amphes de Nanterre ou de Jussieu. Les cheminots ont probablement été encouragés par le recul du gouvernement devant les étudiants, mais comme le faisait remarquer un roulant de Saint-Lazare: "Oui, mais heureusement qu'on était là."

Malgré leur méfiance, les cheminots sentent, même confusément, qu'ils ne peuvent pas vaincre seuls: "Il ne faut pas se leurrer" constatait un cheminot de Saint-Lazare. "Ce qu'il faut, c'est tenir. Tenir jusqu'à ce que les usines prennent le relais à la rentrée."

La bataille du rail ...

Suite de la page 4

syndicaux réformistes. LO a, elle, un verbiage hostile aux bureaucrates, verbiage qui flatte même l'arriération anticommuniste, mais elle ne cherche nullement à les combattre et à les vaincre politiquement. Elle ne fait que les contourner. LO n'a en fait à reprocher aux bureaucrates que leur absence de "démocratie" et leur manque de combativité. LO est contre de véritables piquets de grève qui arrêtent la production. Récemment encore, dans la région rouennaise, un de leurs dirigeants a traversé un piquet de grève de la CGT, avec des arguments stalino-phobes (cf. le Bolchévik n°67, octobre 1986). Les appels de LO à étendre la grève au-delà de la SNCF sont au mieux des vœux pieux, au pire du cynisme. Ainsi, à la réunion de la coordination provisoire du 26 décembre, un militant visiblement associé à LO est intervenu avec véhémence contre un postier qui parlait d'étendre la grève aux PTT, lui disant de se taire et de revenir seulement quand une grève aux PTT serait un fait accompli!

VICTOIRE A LA GREVE DES CHEMINOTS!

Le 24 décembre, au dépôt de Chambéry, Chirac avait lancé 150 CRS contre les cheminots qui occupaient la gare et bloquaient cinq rames de TGV. Face à 100, puis 300 grévistes, les flics ont mis trois heures pour les repousser de 600 mètres et dégager la voie aux trains jaunes. Cela montre que la grève peut être gagnée à condition d'y mettre le paquet maintenant. Il faut que les cheminots bloquent tout trafic en occupant les gares, les dépôts et surtout les centres de signalisation qui contrôlent les aiguillages, et il faut des piquets de grève de masse pour défendre les installations occupées, contre les flics, contre les jaunes qui menacent de s'organiser, autour de la CGC, en comités pour la défense du "droit au travail", et contre la menace de groupes fascistes s'organisant en briseurs de grève actifs sous prétexte de "défense des usagers".

Si les travailleurs de Chambéry et de toute la région Rhône-Alpes,

et en premier lieu les postiers, avaient prêté main-forte aux cheminots le 24 décembre, les TGV seraient restés entre les mains des grévistes. Les travailleurs de la SNCF ont besoin de l'aide des autres secteurs de la classe ouvrière.

Les militants de la Ligue trotskyste, syndiqués à la CGT-PTT, ont diffusé un tract daté du 28 décembre dans divers centres PTT, appelant à la solidarité avec les cheminots et à préparer la grève générale des PTT et de la fonction publique. Partout, les ouvriers doivent mandater leurs syndicats pour qu'ils prennent sur le champ contact avec les grévistes de la SNCF, avec leurs "coordinations" et leurs syndicats. Il faut envoyer des délégations massives pour renforcer les piquets de grève dans les gares. Des actes de solidarité de classe s'imposent: les ambulants et employés PTT des gares, par exemple, doivent se joindre immédiatement à la grève. Il faut refuser de charger le courrier dans les trains ou dans tout autre moyen d'acheminement de remplacement. La direction de la CGT a d'ailleurs annoncé des "journées d'action" à l'EDF pour le 5 janvier, et dans la fonction publique pour février. De plus, depuis avant la SNCF, les marins sont en grève, une grève qui, bloquant la plupart des ports français, a très certainement un impact économique du même ordre que celle de la SNCF. La jonction entre ces deux grèves dans le transport est simplement naturelle. C'est maintenant qu'il faut faire grève, toute la fonction publique ensemble, alors que des grèves catégorielles ont déjà éclaté, contre l'austérité.

En même temps, les cheminots doivent jeter un pont en direction des travailleurs immigrés, qui représentent toujours une composante clé de l'industrie. Ils doivent avancer la revendication d'abolition de l'interdiction aux non-Français d'accéder à la fonction publique. Il existe tout un secteur des hors-statut du rail -- les auxiliaires, contractuels et ouvriers de la sous-traitance qui sont chargés de la manutention ou du nettoyage ferroviaire. En avril 1982, les hors-statut avaient manifesté aux cris de "Travailleurs du rail, même travail, même statut". (La direction prévoyait seulement 400 titularisations en 1982 pour 21000 auxiliaires et contractuels.) Les débrayages se sont étendus à de nombreux centres de triage à partir de celui de Paris-Nord, où parmi les quelque 900 auxiliaires et contractuels, se

trouvaient 200 immigrés, surtout des Marocains.

En effet, les roulants, qui se battent contre la nouvelle grille des salaires qui supprime l'avancement à l'ancienneté (tout avancement devant désormais se faire au "mérite" -- autrement dit selon le bon vouloir du chef!), doivent reprendre ce mot d'ordre de "Travailleurs du rail, même travail, même statut". Ainsi, ils pourront intégrer à la grève non seulement les employés sédentaires de la SNCF, mais tous les auxiliaires et contractuels -- la meilleure réponse à la propagande réactionnaire qui dépeint les cheminots et tous les fonctionnaires comme des "nantis" budgétivores. Titularisation immédiate des auxiliaires! A bas l'exclusion des étrangers de la fonction publique! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Réduction massive du temps de travail et augmentation massive des salaires! Embauche massive!

Il est possible non seulement de donner un premier coup d'arrêt à la régression sociale et à l'austérité antiouvrière, mais aussi de renverser la vapeur, d'abord dans tout le secteur public et nationalisé où la colère gronde. Et si la classe ouvrière passe à l'offensive, des comités de grève pourront devenir de véritables comités d'usine, les organes du contrôle ouvrier, c'est-à-dire des organes de double pouvoir dans les usines et entreprises -- embryons d'un double pouvoir à l'échelle de ce pays où le gouvernement est aussi instable que réactionnaire.

La condition nécessaire, c'est une direction alternative qui ait gagné une autorité dans le mouvement ouvrier par sa lutte intransigeante pour le programme révolutionnaire, le programme trotskyste. Pour vaincre, une grève générale a besoin d'une direction avec une vision internationaliste. Rappelons-nous la grève des mineurs britanniques qui a ébranlé le régime de Thatcher. Cette grève a provoqué beaucoup de manifestations de solidarité ouvrière internationale, mais les importations de charbon jaune exigeaient des boycotts ouvriers de la part des travailleurs du transport, et ce à l'échelle internationale. En France aussi, une grève générale des transports devra faire appel à la solidarité des cheminots belges, allemands, italiens et espagnols. Cette question est déjà posée de façon aiguë par la grève des marins contre l'immatriculation des navires aux Kerguelen -- en réalité une lutte contre l'embauche d'une main-d'oeuvre

bon marché par les armateurs français. La véritable solution c'est l'extension des acquis des marins français aux marins de tous les navires desservant les ports français, et l'ajustement des salaires sur le plus haut barème, ce qui nécessite la construction d'une puissante fédération internationale capable d'organiser ces marins (principalement ceux du "tiers monde"), actuellement inorganisés.

La grève générale est une perspective tangible dans la situation actuelle. Les appareils réformistes, même affaiblis, chercheront désespérément à dresser un obstacle à la mobilisation en cherchant à la canaliser dans une nouvelle alliance de collaboration de classe, comme l'a été l'union de la gauche -- contre laquelle la LTF, qui n'a pas voté Mitterrand en 1981, a lutté dès le début. La tâche d'un groupe trotskyste d'avant-garde est de combattre cette politique traître des directions stalinienne et social-démocrate pour arracher les travailleurs à leur emprise et construire le parti révolutionnaire capable de les conduire à la victoire. Alors, le prolétariat pourra en finir une fois pour toutes avec la double calamité de l'inflation et du chômage en expropriant la classe capitaliste, en renversant l'Etat bourgeois et en instaurant un gouvernement ouvrier -- la dictature du prolétariat.

Vient de paraître



Spartacist édition allemande

8F port inclus

Ecrire au Bolchévik: B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

Reagangate ...

Suite de la page 12

annonçait que la 82e division aéroportée avait participé à de grandes manoeuvres sur le terrain, avec 14 000 parachutistes, pour s'entraîner à envahir un "territoire hostile" en Amérique centrale. Le 4 novembre, le *Miami Herald* rapportait que "l'administration Reagan se prépare à une nouvelle poussée contre le Nicaragua", qui pourrait comprendre "des attaques aériennes chirurgicales des Etats-Unis pour détruire les hélicoptères antiguerrilla livrés par les Soviétiques et un blocus maritime pour empêcher de nouvelles livraisons". Etablis pour la première fois en 1983, d'après des sources du Congrès, "les plans sont maintenant prêts". Plus d'une source situe le jour J en mars-avril 1987. Néanmoins on dit que l'état-major du Pentagone est réticent à l'idée d'une action américaine directe.

Depuis le début Reagan a été obsédé par la volonté de chasser les sandinistes. L'amiral Pointdexter, récemment limogé du conseil national de sécurité et l'un des principaux responsables des livraisons d'armes à l'Iran, déclarait l'été dernier: "Le président ne veut pas laisser ce problème à ses successeurs. Il veut se débarrasser des sandinistes maintenant." Et North aurait conseillé que les *contras* tentent de s'emparer d'une portion du Nicaragua afin de forcer la main aux Etats-Unis. "Cela serait la première victoire à bon marché de l'Occident depuis 1917", déclarait cet anticommuniste fanatique (*Philadelphia Inquirer*, 5 décembre). Les chefs militaires ne sont pas vraiment persuadés que ça serait "bon marché": un blocus a été "chiffré" 8,7 milliards de dollars pour la première année, et même si l'invasion réussissait, ils calculent que la guérilla durerait au moins cinq ans, avec des pertes considérables.

Le plus gros problème qu'ils voient se situer sur le front intérieur. Les Démocrates pourront être neutralisés (Mondale, le candidat Démocrate aux dernières élections présidentielles, avait demandé un blocus du Nicaragua). C'est la population américaine elle-même qui constitue le "maillon faible", d'autant plus maintenant que l'Iran-Contragate a détruit la "crédibilité" de l'administration Reagan. "Il y a quelques semaines, ils mouraient d'envie de se battre au Nicaragua", explique l'ex-responsable de la CIA Victor Marchetti, "et je suis totalement convaincu qu'ils envisagent d'y aller avec la 82e

aéroportée et tout ce qu'ils pourront réunir comme forces" (*San Francisco Bay Guardian*, 10 décembre). Mais faire cela maintenant, ce serait courir au désastre. Le lieutenant-colonel à la retraite John Buchanan a fait remarquer qu'"il est difficile de trouver un prétexte avec lequel l'administration pourrait obtenir le soutien dont elle a besoin pour cette guerre". Pour le moment.

En attendant, harcèlements et violations de domicile de citoyens américains et d'organisations opposées à la guerre des Etats-Unis contre l'Amérique centrale ont fait leur apparition, rappelant les "coups tordus" de Nixon contre les activistes des luttes pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam. D'après le Center for Constitutional Rights



Daily World

Des militaries sandinistes célèbrent le Premier Mai de l'année 1981 à Managua.

de New-York, plus de 25 groupes politiques opposés à Reagan en Amérique centrale ont eu leurs locaux cambriolés pendant les deux dernières années. Non content de s'en prendre aux "radicaux", les reaganiens ont mis sur leur "liste d'ennemis" des politiciens bourgeois: début décembre, les locaux de l'International Center for Development Policy, dirigé par l'ex-ambassadeur américain au Salvador Robert White, ont été cambriolés. Et il semble maintenant que certains des bénéficiaires des armes iraniennes aient été utilisés pour payer des publicités télévisées de droite visant à mettre en échec les politiciens américains "anti-contras" au cours des élections de 86.

Mais malgré toutes ces actions officielles et clandestines, il semble que les "années Reagan" soient auto-destructrices. Beaucoup de gens n'ont jamais avalé le baratin des médias comme quoi l'Amérique serait devenue le "pays de Reagan". Les

Noirs ont toujours su que Reagan était un poison. Et si beaucoup de syndicalistes blancs avaient voté pour Reagan, ils ont été rapidement déçus par le massacre par Reagan de Patco, le syndicat des aiguilleurs du ciel. Il est de plus en plus difficile pour les propagandistes les plus en vue de la politique étrangère de Reagan -- de Jeane Kirkpatrick à Schultz, en passant par Weinberger -- de pénétrer sur aucun grand campus sans provoquer une tempête de protestations. On pense à Lyndon Johnson. En attendant, des groupes religieux ont collecté 12 millions de dollars pour des projets humanitaires dans le Nicaragua sandiniste. Et quand Hasenfus a été capturé, le gouverneur de son Etat (le Wisconsin) a déclaré que ce mercenaire loser n'était "pas

un héros ici" et a invité le vice-président nicaraguayen Sergio Ramirez à venir parler devant l'assemblée de l'Etat.

Une guerre ou une politique étrangère populaire n'ont pas besoin d'être menées depuis les caves de la Maison Blanche. Les Démocrates ne promettent pas autre chose que du reaganisme sans Reagan: davantage d'austérité et de "conventions collectives avec concessions" pour les syndicats, davantage de coupes sombres budgétaires dans les programmes d'aide aux pauvres des ghettos, davantage d'hystérie antisoviétique et de préparatifs de guerre. Le système capitaliste décadent qui a engendré le nid de terroristes de la Maison Blanche doit être balayé par la classe ouvrière et ses alliés parmi les opprimés. Nos camarades de la Spartacist League/US oeuvrent à construire le parti nécessaire pour diriger la révolution américaine qui est si désespérément nécessaire. ■

Parti bolchévique ...

Suite de la page 3

exemples: "Comment peut-on penser qu'en face de coalitions impérialistes, les peuples vietnamien et algérien, par exemple, ont vaincu soit par les armes soit politiquement? Si la guerre du Vietnam a été une victoire, c'est parce que l'URSS existait, malgré les trahisons staliniennes; les impérialistes américains savaient qu'ils ne pouvaient pas impunément balancer une bombe nucléaire tactique sans risquer de provoquer une riposte immédiate de l'URSS. L'autre exemple est la décolonisation de l'empire colonial français; en fait c'est le résultat direct de la Révolution de 1917 qui a provoqué de puissants mouvements de libération nationale, mais aussi de la défaite de l'impérialisme allemand pendant la Deuxième Guerre mondiale; les dates sont là: début de la révolution vietnamienne -- 1945; début de la révolution algérienne -- 1945; et ce parce que les nazis avaient été faits, non par une coalition impérialiste mais par l'Armée rouge."

Au coeur des débats était aussi la lutte contre la terreur raciste qui s'abat quotidiennement sur les couches les plus vulnérables de la population, les immigrés, et qui est une application concrète dans la situation intérieure de la mise au

pas de la classe ouvrière par la bourgeoisie dans le cadre de ses préparatifs de guerre contre l'URSS. Au cours du débat à Paris, un ouvrier algérien, en France depuis plus de 30 ans, après une longue description douloureuse et percutante de la situation des immigrés en France déclarait: "On est rejetés de cette société, mais on ne partira pas; on a le droit de rester dans ce pays que nous avons construit, où nous avons travaillé et perdu notre santé [...]. Je suis ici depuis l'âge de 22 ans; personne ne me chassera avec un fusil. Ce que je demande, ce sont mes droits!" Cette déclaration illustrait un des points clés de notre programme que notre camarade avait longuement développé. Insistant d'abord sur le rôle abject que le gouvernement Mitterrand avait joué entre 1981 et 1986 en donnant le feu vert à la campagne raciste, notamment autour de la grève de Talbot, elle déclarait: "En fait Mitterrand, après avoir aboli la peine de mort, l'a rétablie par la petite porte, parce qu'après chaque mesure anti-immigrés, vous aviez une nouvelle vague de crimes racistes [...]."

"En tant que léninistes, nous devons être le parti tribun de tous les opprimés; nous devons faire en sorte que la classe ouvrière reprenne en charge la lutte des couches spécifiquement opprimées, en l'occurrence les immigrés.

"Nous disons que la puissance de la classe ouvrière doit être mobilisée au service des travailleurs immi-

grés pour arracher les pleins droits pour tous: [...] le droit d'obtenir les mêmes services sociaux que n'importe quel travailleur, le droit à un logement décent, le droit de s'organiser syndicalement, politiquement sans menace d'expulsion, et le droit de rester en France sans que le gouvernement puisse décider tous les dix ans s'il peut rester ou non avec une carte de séjour [...].

"Le racisme n'est pas une question d'idée mais d'oppression spécifique: un Etat qui tue!"

Nous l'avons affirmé tout au long de ces débats, la question clé c'est le parti et le parti c'est le programme. Et c'est en polémiquant contre un camarade de LO, qui intervint dans le meeting de Paris pour dire qu'au fond tous les programmes se valaient et que celui défendu par notre organisation ne valait pas mieux que les autres parce qu'elle n'avait pas fait ses preuves en rentrant dans les masses, qu'une camarade de la LTF donna la définition de ce pourquoi nous nous battons: "Au fond, camarades de LO, votre position revient à dire pourquoi, si vous êtes si intelligents, vous n'êtes pas riches? Mais, camarades, il y a une organisation qui a fait ses preuves, c'est le Parti bolchévique qui a accompli la première révolution prolétarienne dans le monde. Nous nous en réclamons, vous non et c'est pour ça que vous dites qu'aucune organisation n'a fait ses preuves. Et au contraire de vous, nous affirmons que nous sommes le parti de la Révolution russe!" ■

Tchad ...

Suite de la page 1

dans le sud du pays, massacrant des centaines de civils et contraignant à l'exode plusieurs dizaines de milliers d'autres.

La vérité, c'est qu'au Tchad l'impérialisme français est engagé dans une sale guerre coloniale et qu'en guise d'"information", les médias aux ordres infligent à la population française un bourrage de crânes concocté dans les bureaux de l'état-major, de Matignon et de l'Elysée. Sur le "front des médias", l'armée et le gouvernement ont ainsi réussi à "verrouiller" complètement leur guerre du Tchad. Il est aujourd'hui infiniment plus facile pour un journaliste étranger d'entrer et de travailler à Kaboul qu'à N'Djamena.

Au Tchad, la France joue gros. Puissance de seconde zone, aux moyens financiers et militaires limités, elle cherche depuis des années à occuper dans les conseils de l'OTAN une place à la mesure de sa rapacité impérialiste en revendiquant la responsabilité de la défense du "monde libre" en Afrique et dans une partie de l'océan Indien. Pour ce faire, Paris fait valoir l'"expérience" des soudards de son armée coloniale, qui dispose sur place d'un réseau de bases permanentes -- Bangui, Dakar, Abidjan, Libreville, Djibouti, N'Djamena, Mayotte, la Réunion -- où stationnent en permanence quelque 10 000 soldats français et qui est épaulée par tout un appareil néo-colonial, avec diplomates, "conseillers techniques", négociants et barbouzes en tous genres. Ce dispositif élaboré est destiné évidemment à aider les dictatures militaires à la solde du néo-colonialisme français à réprimer toute opposition, mais aussi à soutenir tous les despotes pro-occidentaux d'Afrique contre l'"empire du mal" soviétique, et en particulier contre les troupes cubaines qui défendent l'Angola contre l'armée de Botha et ses fantoches de l'UNITA.

Au Tchad, Mitterrand et Chirac se devaient donc de monter en première ligne contre Tripoli, régime nationaliste bourgeois client de l'URSS et bête noire de Reagan qui a juré d'abattre Kadhafi -- à défaut, pour le moment, d'être en mesure de s'attaquer directement à Moscou, Cuba ou même Managua. Ils veulent prouver à Washington (dont les "conseillers" militaires sont aux premières loges à N'Djamena) qu'ils sont capables de "refouler le communisme" (ou du moins ses "substituts" comme Kadhafi) en Afrique. Paris escompte bien qu'une défaite de Tripoli au Tchad, jointe au travail de sappe de la DGSE en Libye même, "déstabiliserait" Kadhafi plus sûrement que tous les bombardements américains. C'est bien pourquoi ils ont refusé leur coopération à Reagan pour son raid terroriste de juin dernier. Face à ces sinistres aventures militaires coloniales et antisoviétiques du vautour à deux têtes de la cohabitation, nous, trotskystes, exigeons: Mitterrand-Chirac, bas les pattes devant la Libye! Défense militaire inconditionnelle de l'URSS! Troupes françaises hors d'Afrique! ■

WORKERS VANGUARD

Reaganite Racists, Nazis, Zionists

Contras' Godfathers

Defend Nicaragua!

America Needs Its Bolshevik Party

We Are the Party of the Russian Revolution!

Abonnez-vous au journal de la Spartacist League/US - 24 numéros: 50F par mer, 200F par avion

Ecrire au Bolchévique: B.P. 135-10
75463 Paris Cedex 10

Washington paie les meurtriers contras avec l'argent des ayatollahs



Au centre du "Reagagate", l'aide "clandestine" de Reagan aux *contras* nicaraguayens, tout juste capables d'égorger civils et prisonniers sandinistes sans défense (à droite). UPI Der Spiegel Wohl/Sygma

Le Reagagate

Pendant des années, Ronald Reagan a pu assassiner en toute impunité. De la provocation de l'avion-espion KAL 007, jusqu'aux 241 Marines tués à Beyrouth, en passant par le viol de la Grenade et les pressions exercées sur la NASA pour lancer la navette spatiale Challenger à temps pour le discours sur l'état de l'Union de Reagan, la piste de la Maison Blanche est jonchée des corps des victimes sacrifiées sur l'autel de la course à la guerre antisoviétique. Comment Reagan s'en était-il tiré? Avec des mensonges -- de gros mensonges, de petits mensonges, beaucoup de mensonges. Bien sûr, beaucoup de gens bien placés ne croyaient pas vraiment à ces mensonges, mais l'alternative était trop épouvantable à envisager: Watergate. Et Reagan semblait croire lui-même à ses mensonges (il est bon pour apprendre ses scénarios). Avec une brochette de conseillers en communication et les médias "libres mais responsables" pour couvrir ses crimes, rien ne semblait attacher sur le "président Téfal". Jusqu'à maintenant. Maintenant le mot tabou est sur toutes les lèvres.

Tout a commencé à s'écrouler à un rythme rapide: l'affaire Daniloff, l'échange d'espions qui n'est pas un échange, les révélations d'un complot de désinformation de la Maison Blanche pour servir de prétexte au bombardement terroriste américain de la Libye, le fiasco du sommet de Reykjavik, au cours duquel Reagan a sorti de son chapeau une proposition de "paix" non nucléaire simplement pour la repousser afin de préserver son projet dément de "guerre des étoiles" qui vise à faciliter une "première frappe" nucléaire. Ensuite les sandinistes abattent un avion de transport de la CIA et capturent le convoyeur d'armes Eugen Hasenfus, un loser qui avoue tout devant les caméras de TV avant même l'ouverture de son procès. Le barrage a cédé avec les révélations sur les livraisons d'armes américaines aux ayatollahs iraniens, afin de les inciter à conclure une alliance antisoviétique. Maintenant le "Téhéragate" a rejoint le "contragate" avec la révélation

que des responsables de la Maison Blanche avaient blanchi l'argent iranien, via des comptes en banque suisses, pour financer les *contras* nicaraguayens. Les représentants et sénateurs, tant Républicains que Démocrates, se plaignent de ce qu'on ment à la population américaine et qu'on viole les lois américaines. Il est bien possible que Reagan soit engagé dans un borborygme.

QUAND ONT-ILS SU ET QUAND ONT-ILS OUBLIE?

Soudain, tous les hommes du président sont en péril; des membres de l'administration Reagan commencent à se jeter publiquement à la figure des qualificatifs infamants. On a choisi de sacrifier un ou deux des coupables, mais cela ne fait que soulever des questions qui impliquent directement le président. La Maison Blanche est paralysée par la paranoïa, et tout le monde, depuis le porte-parole Speakes jusqu'au médecin du président, quitte le navire. Nancy Reagan a laissé filtrer qu'elle s'attend à ce que Donald Regan, le chef de cabinet du président, parte d'ici début janvier, ainsi que le chef de la CIA, William Casey. Dans un tel micmac, la façon de faire habituelle des reaganauts serait d'envahir une autre Grenade ou d'envoyer un autre KAL 007 se faire descendre, mais maintenant même la récente tentative rien moins qu'énergique pour déclencher un conflit frontalier entre le Honduras et le Nicaragua a fini en eau de boudin. Et hors de Washington, 87% des Américains pensent que le président ment. La situation est d'autant plus douloureuse pour Reagan qu'un des principaux articles de sa campagne électorale victorieuse de 1979 avait été les dénonciations musclées de la "mollesse" et de la "faiblesse" de Jimmy Carter dans l'affaire des otages de l'ambassade américaine à Téhéran. Et maintenant Reagan-Rambo se retrouve pris la main dans le sac en train d'essayer d'échanger des armes contre des otages avec le "grand satan" Khomeiny.

Pendant les deux dernières semaines, on a cherché à Washington à jouer la montre, et malgré cela plusieurs choses sont apparues au grand jour. Personne ne croit que le lieutenant-colonel North, ci-devant membre du conseil national de sécurité, soit le seul responsable des livraisons d'armes à l'Iran. En suivant la piste de l'argent iranien, tout le monde, depuis les *contras* jusqu'au milliardaire saoudien Khassoggi, se plaint qu'il s'est fait avoir. Une des révélations a été l'existence d'un "super compte en banque de la doctrine Reagan" en Suisse, compte où les profits des ventes d'armes à l'Iran, les dons des sultans du Brunei, les pots-de-vin des marchands de canons israéliens et les fonds saoudiens sont rassemblés pour financer les guerres antisoviétiques que le Congrès ne veut pas soutenir (ouvertement). Les mollahs afghans en ont été les principaux bénéficiaires, à concurrence de 400-500 millions de dollars par an.

Il est maintenant clair que le vice-président George Bush a perdu toute chance de succéder à Reagan, qui ne pourra de toute façon pas se représenter. Les Démocrates voient donc renaître l'espoir de faire élire leur candidat en 1988. Ils veulent bien voir le navire reaganien endommagé, mais ils redoutent de le voir couler corps et biens: ce serait alors la course à la guerre antisoviétique, qui fait l'objet d'un consensus entre Républicains et Démocrates et qui a été engagée sous Carter, qui serait en danger. C'est pourquoi ils ont tous applaudi à la nomination par Reagan, au poste de conseiller pour la sécurité nationale, de Frank Carlucci (le "responsable des affaires politiques congolaises" en 1960-62, quand la CIA organisa le meurtre du dirigeant nationaliste Patrice Lumumba).

"CONTRAGATE" ET LA GUERRE EN AMERIQUE CENTRALE

La première victime de l'affaire Iran-contragate a été l'armée mercenaire nicaraguayenne de Reagan, cette bande de terroristes contre-

révolutionnaires. Presqu'aussitôt qu'éclatait le scandale, ces intrépides "combattants de la liberté" étaient prêts à jeter l'éponge: "Nous sommes cuits et mangés", déclarait le dirigeant *contra* Arturo Cruz alors que le *Wall Street Journal* du 5 décembre rapportait "un sentiment de plus en plus répandu parmi les alliés de Washington en Amérique centrale comme quoi la guerre du président Reagan contre le Nicaragua est une cause perdue." Le vice-président du Honduras s'est plaint que le chef *contra* "Calero vit mieux que moi" -- autrement dit, la CIA a chichement rémunéré ses hommes de paille. Le Honduras a exigé que les *contras* soient à l'intérieur du Nicaragua avant avril, le Salvador (embarrassé après que l'avion de Hasenfus eut été abattu) a interrompu les vols de ravitaillement des *contras*, et le Costa Rica a mis fin aux opérations des *contras* à la frontière sud du Nicaragua.

Le président de la commission du Sénat sur le renseignement, le Républicain Durenburger, a prédit "qu'il neigera à Washington avant que le Congrès donne le moindre argent de plus" pour la guerre *contra*. Pourquoi? Certainement pas parce qu'ils sont souillés par l'argent iranien, mais parce que ce sont des *losers*. L'ancien chef du Southern Command, le général Paul Gorman, déclarait le mois dernier devant le National War College: "Je ne pense pas que les rebelles nicaraguayens soient une alternative probable au régime sandiniste actuel" (*New York Times*, 15 décembre). Les dirigeants de l'armée sandiniste ont déclaré que les *contras* avaient déjà subi militairement une "défaite stratégique". A l'évidence, le Congrès et le Pentagone sont d'accord. Mais à mesure que les *contras* s'effondrent, les reaganiens n'ont plus comme alternatives qu'une invasion américaine ou voir leur croisade pour "refouler le communisme" en Amérique centrale capoter.

Ces dernières semaines, on a beaucoup parlé de plans d'invasion américains. Juste au moment où les révélations sur l'Irangate éclataient, on